



# 4<sup>e</sup>

**qualification  
historique  
des Verts**

MONDIAL 2014  
**Algérie 1 -  
Burkina Faso 0**

**l'Algérie  
dans la cour  
des grands**



**CAP  
SUR  
RIO**





### Régions Nord : 15° à Alger

• Temps froid et nuageux avec averses de pluies localement assez marquées notamment sur les régions côtières et proches côtières Centre et Est, s'atténuant progressivement vers les régions Ouest en cours de nuit.

Les vents seront d'Ouest à Nord-Ouest (30/50 km/h) près des côtes. Rafales de vent sous orages.

La mer sera agitée à forte.

### Régions Sud : 27° à Tamanrasset

- Temps voilé vers l'extrême Sud avec quelques faibles pluies locales.

Ailleurs temps dégagé.

Les vents seront de secteur modéré (20/40 km/h).

Alger	max	15°	min	08°
Oran	max	16°	min	07°
Annaba	max	17°	min	08°
Béjaïa	max	19°	min	09°
Tamanrasset	max	27°	min	11°



### CE MATIN À BÉLOUIZDAD Conférence de presse de l'UGCAA

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) tiendra ce matin à 10h30, en son siège, (18, rue Mohamed Boudoum, Belouizdad, Alger), une conférence de presse qui portera sur «Les espaces commerciaux non exploités et les locaux fermés».

### VENREDI ET SAMEDI, À L'HÔTEL SHERATON 15<sup>e</sup> Congrès national de diabétologie

«Le diabète chez le sujet jeune» est le thème du 15<sup>e</sup> congrès national de diabétologie, prévu, ce vendredi et samedi, à l'hôtel Sheraton, Club des pins. Cette rencontre scientifique organisée, par la Société algérienne de diabétologie sera, marquée, le samedi 23 novembre, par l'organisation d'un semi-marathon, sous le slogan : «Courir pour changer le diabète»;

### Le prof Nafti anime, aujourd'hui, une conférence de presse sur la BPCO, à l'hôtel Sofitel

À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO), le P<sup>r</sup> Salim Nafti, président de la Société algérienne de pneumo-phthiologie (SAPP) et chef du service de pneumologie au CHU Mustapha Pacha d'Alger, animera une conférence de presse, aujourd'hui mercredi, à l'hôtel Sofitel d'Alger. Cette conférence-débat portera sur le lancement du *White Book* (livre blanc,) en Algérie, qui est un ouvrage publié à la suite des résultats de l'étude Breathe, faite par les experts de toute la région du Moyen Orient et de l'Afrique, dont l'Algérie, sur la BPCO et ce, avec le soutien du laboratoire GSK.

### DEMAIN À LA SALLE IBN ZAYDOUN Concert du groupe «Yacine and the Orient groove»

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), organisera demain 21 novembre à 19h à la salle Ibn Zaydoun, Riad El Feth, un concert qui sera animé par le groupe «Yacine and the Orient groove».

### MAÎTRE FAROUK KSENTINI SERA L'INVITÉ SAMEDI 23 NOVEMBRE À 10H30 DU FORUM DE DK NEWS

## Conférence sur : «les droits de l'homme en Algérie, perspectives et réalité»

Maître Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) sera l'invité du Forum de DK News pour une conférence-débat le samedi 23 novembre 2013 à 10h30, ayant un thème d'actualité : «Droits de l'homme en Algérie, perspectives et réalité».

La rencontre aura lieu au Centre de presse de notre publication, sis 3 rue du Djurdjura Ben Aknoun Alger.



## No comment

### LE CITOYEN FACE À LA BUREAUCRATIE ET LA CORRUPTION



### SAMEDI 23 NOVEMBRE À ADRAR Rencontre régionale de l'ANR

Le président de l'Alliance nationale républicaine, le D<sup>r</sup> Belkacem Sahli, présidera samedi 23 novembre à 10h, à la salle de conférence du Palais de la culture d'Adrar, les travaux de la rencontre régionale des cadres du parti.

### AÉROPORT D'ORAN Un gilet pare-balles et un viseur d'armes à feu découverts dans les bagages d'un voyageur



Les éléments de l'inspection des Douanes de l'aéroport international Ahmed-Benbella d'Oran ont découvert, lundi soir, un gilet pare-balles et un viseur d'armes à feu, dissimulés dans les bagages d'un ressortissant algérien installé en Belgique, a-t-on appris hier auprès de cette institution.

C'est au cours du traitement des bagages des passagers du vol en provenance de Bruxelles (Belgique) et après le passage des valises au scanner et la fouille manuelle que le gilet pare-balles et le viseur pour armes à feu ont été découverts.

Une enquête a été immédiatement ouverte autour de cette affaire prise en charge par les services de police, a-t-on ajouté de même source.

### SAMEDI À LA SAFEX Salon International des Travaux Publics (SITP)

Le ministre des Travaux publics M. Farouk Chiali, procédera samedi 23 novembre à 10h au Palais des expositions (Safex), à l'inauguration officielle du 1<sup>er</sup> Salon international des travaux publics (SITP).



### SAMEDI 23 NOVEMBRE AU SIÈGE DE L'UGTA 1<sup>ER</sup> MAI Exposition de voitures américaines

Sous le parrainage du président de l'APC de Sidi M'hamed, Master Mind, organise pour le plus grand plaisir des amoureux de voitures américaines, la première exposition du genre à Alger, intitulée «American Car Show in Algeria», le samedi 23 novembre au boulevard Aïssat Idrir (arrêt de métro 1<sup>er</sup> Mai).

En plus de l'exposition qui accueillera plus d'une quarantaine de particuliers avec des voitures US de différentes générations, l'American Car Show abritera tout au long de la journée différentes animations :

Drift, parade de cavaliers, de motos américaines avec la participation de Harley Davidson, du freestyle, de la musique et plein d'autres surprises au programme.

Le rendez-vous est donc fixé au samedi 23 novembre, boulevard Aïssat Idrir (1<sup>er</sup> mai, près du siège de l'UGTA).



## MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

### DEMAIN ET SAMEDI **Sellal** en visite de travail dans les wilayas de Chlef et Relizane

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera demain et samedi des visites de travail respectivement dans les wilayas de Chlef et Relizane, a indiqué hier un communiqué du cabinet du Premier ministre.

Lors de ces visites qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du pro-

gramme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, il sera procédé à l'examen de l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement socio-économique dans ces deux wilayas. Le Premier ministre présidera également, à l'occasion de ces visites, des réunions de travail élargies aux représen-

tants de la société civile, afin de «débatre des problèmes qui peuvent entraver le développement dans ces wilayas et étudiera les voies et moyens de corriger les insuffisances», précise la même source.

Le Premier ministre sera accompagné d'une importante délégation ministérielle lors de ces deux visites.



## PRÉSIDENTIELLE 2014 : Un seul objectif, la poursuite des réformes politiques et économiques

**Boualem Branki**

La présidentielle 2014 a démarré. Officiellement, la prochaine échéance électorale, qui mobilise les états-majors des partis politiques, est devenue le grand sujet des débats des Algériens. Si beaucoup de potentiels candidats, connus des Algériens parce qu'ils ont à un moment ou un autre de la vie politique et institutionnelle du pays occupé de hautes fonctions au sein des appareils de l'Etat, n'ont pas encore donné des signes de leur intérêt pour ces élections, même si quelques appels du pied ont été lancés ici ou là, il n'en demeure pas moins que cette échéance mobilise les grands partis politiques. Car elle est importante et détermi-

nante pour l'avenir tant politique qu'économique et social de l'Algérie. Sur la table, il y a en effet les énormes efforts déployés depuis 1999 sur le front du développement local, l'amélioration des conditions de vie des Algériens, la paix civile, la réconciliation nationale après la tragédie des années 1990 et les affres du terrorisme, à poursuivre, à approfondir. C'est en quelque sorte une suite logique de tout ce qui a été mis en œuvre depuis l'élection de M. Bouteflika à la présidence de la République. C'est dans ce sens que des partis, et non des moindres, puisqu'il s'agit ni plus ni moins que du Front de libération nationale, ont déjà décidé et porté leur choix sur un candidat, celui des Algériens, celui du consensus national, de la paix civile et de la modernité. Le choix porté

sur M. Bouteflika n'est pas fortuit, c'est comme si le FLN, son parti de toujours, lui donne une autre mission: poursuivre son œuvre et mener à bon port les réformes sociales, politiques et économiques.

La désignation du président Bouteflika comme candidat unique du FLN, tout autant que d'autres grosses pointures de la politique algérienne à l'instar du RND, de TAJ et d'autres formations, consacrent autant un programme politique que celui économique et social. Car les mandats successifs du président Bouteflika ont été marqués par un effort financier extraordinaire de quelque 286 milliards de dollars, avec comme axe principal le développement local, l'élimination des clivages sociaux, l'habitat, la fin de la marginalisa-

tion, et le désenclavement de régions entières. Sur le plan économique, le dernier quinquennat du Président Bouteflika consacre un retour aux investissements publics, une meilleure réponse à la demande sociale, une plus grande flexibilité des finances publiques avec des réserves de change confortables et une élimination de la dette extérieure.

Et puis grâce à une politique saine et réfléchie du président Bouteflika, la paix sociale est revenue en Algérie, la sécurité des personnes et des biens assurée, et les Algériens se sont réconciliés avec eux-mêmes. Une manière comme une autre pour beaucoup d'Algériens de privilégier la sécurité, la modernité et un avenir sans grandes inconnues, ni aventurismes politiques ni sécuritaires.

## ALGÉRIE - FRANCE Forte délégation algérienne au Salon mondial de la sécurité intérieure «Milipol Paris 2013»



Une forte délégation algérienne représentée notamment par le commandant de la Gendarmerie nationale, le général-major Ahmed Bousteila, et le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, ont pris part hier au 18<sup>e</sup> Salon mondial de la sécurité intérieure (Milipol Paris 2013) qui se tient dans la capitale française du 19 au 22 novembre.

Les deux responsables ont, aux côtés du directeur général de la Protection civile, le colonel Mustapha Lahbiri, assisté à l'ouverture du Salon par le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, et le Premier ministre du Qatar, Cheikh Abdallah Ibn Nasser Ben Khalifa Al Tani, pays qui accueille, en alternance avec Paris, le Milipol, présenté comme le premier salon de la sécurité au monde et un outil privilégié d'informations et de relations largement ouvert aux professionnels de la sécurité, industriels, utilisateurs, acheteurs et exposants de toutes nationalités.

La délégation algérienne s'est ensuite intéressée, en marquant des haltes dans différents stands, aux dernières innovations en matière d'équipements et de matériels de sécurité. Elle a eu des échanges avec des exposants spécialisés dans la téléphonie d'investigation, la géolocalisation et les technologies nouvelles en matière de renforcement de la sécurité et des biens et des personnes. Pour le premier responsable de la police algérienne, ce rendez-vous est un «carrefour des technologies modernes dans le domaine de la sécurité».

«La technologie et la modernisation constituent un socle fondamental pour la formation» des personnes appelées à assurer la sécurité intérieure du pays, a-t-il indiqué, dans une déclaration à l'APS et à la Télévision algérienne.

Questionné sur la contribution des moyens technologiques dans le renforcement du concept de «gestion démocratique des foules», il a indiqué que ces moyens pourraient être «utiles dans la préparation matérielle, dans le domaine de la préparation psychologique, dans celui du rappel des libertés fondamentales et dans le respect des droits de l'homme».

Le général-major Abdelghani Hamel, aura, en marge de ce salon, des entretiens avec son homologue français Claude Baland sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale et d'échanger les expériences et l'expertise entre les polices des deux pays. Il rencontrera auparavant le directeur de l'Institut des hautes études de la sécurité et de la justice et le directeur de l'école nationale de la magistrature en France. Regroupant plus de 190 exposants de 49 pays, Milipol Paris 2013 se présente, selon son président, le Préfet de police Rémi Thuau, comme un rendez-vous des professionnels de la lutte antiterroriste, de la cyber-sécurité, de la sécurité publique de proximité et de la protection des biens et des personnes.

APS

## MÉTÉO Temps instable avec des averses de pluies jusqu'à samedi

Le temps sera nuageux et instable avec des averses de pluies notamment sur le centre et l'est du pays jusqu'à samedi, selon les prévisions de l'Office national de météorologie (ONM).

Le temps sera nuageux et instable sur les régions nord où on prévoit, également, des averses de pluies localement marquées notamment sur les régions côtières et proches côtières du centre et de l'est, avec des températures qui oscillent entre 8° et 18°, précise l'ONM mardi à l'APS.

Ainsi, le mercure maquera des températures maximales de 15° à Alger, 18° à

Annaba et 15° à Oran. Il fera plus frais vers l'intérieur du pays à l'instar de Batna et Tiaret où on enregistrera 8°, à Saïda et Bouïra 9° et 10° à Mascara et Médéa. Adrar et Aïn Guezam connaîtront les températures les plus élevées avec respectivement 23° et 34°. Les vents seront d'ouest à nord-ouest, modérés à assez forts.

Les régions du Sud enregistreront, pour leur part, un temps voilé sur le nord du Sahara avec possibilité de faibles pluies. Les vents dans ces régions seront variables de faibles à modérés.

Pour demain, il y aura une prédomi-

nance d'éclaircies avec quelques passages nuageux vers les régions nord, tandis que pour vendredi et samedi, le temps sera souvent nuageux et instable sur le Centre et l'Est avec des averses de pluies parfois assez soutenues, selon l'ONM.

Sur les régions de l'ouest, demain, vendredi et samedi, le temps sera voilé à nuageux avec quelques pluies et les températures varieront entre 13° et 16° près des côtes et 5° à 8° vers l'intérieur. Les températures minimales seront très basses et pourront atteindre 0° vers les régions de l'intérieur du pays alors que les vents seront modérés.

## IMAMS

## La coordination nationale des fonctionnaires des affaires religieuses déplore le déficit en matière d'encadrement des mosquées

La coordination nationale des imams et fonctionnaires des affaires religieuses et du wakf a déploré hier, par la voix de son secrétaire général cheikh Djeloul Hedjimi, le «grand» déficit dans l'encadrement des mosquées à travers le pays, appelant les autorités concernées à trouver une solution à ce «problème».

«Nous avons un grand déficit dans l'encadrement des mosquées qu'il faut régler, afin d'éviter l'émergence de problèmes internes susceptibles d'entamer la place de la mosquée et de l'imam dans la société», a déclaré cheikh Djeloul lors d'une rencontre avec la presse à l'issue de l'ouverture des travaux de la première session du Conseil national de la coordination créée en mars dernier.

«Nous ne défendons pas une idéologie ou une question politique mais nous nous soucions des mosquées et même des zaouias et des écoles coraniques que nous œuvrons à encadrer comme il se doit», a-t-il ajouté, affirmant que la coordination plaçait la mosquée au-dessus de toute considération. Cheikh Djeloul qui est imam de la mosquée cheikh «El Fadhil El Ouartilani» d'Alger a évoqué les «obstacles administratifs» auxquels fait face la coordination qui relève de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) en raison, a-t-il dit, de «certaines mentalités qui ne croient pas en l'action syndicale ni en la pensée démocratique».

Concernant la plateforme de revendications qui comporte plus de 40 points, il a souligné qu'elle «ne porte pas sur des revendications purement matérielles mais concerne la réforme du secteur dans son ensemble que nous défendons avec conviction et une vision sincère». Il a, par ailleurs, appelé à la nécessité d'associer la coordination dans la révision du statut de l'imam.

Dans son intervention d'ouverture des travaux de la première session du Conseil national de la coordination qui se sont déroulés en présence du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, cheikh Djeloul a souligné le rôle que ne cesse de jouer l'imam dans la société algérienne depuis l'ère coloniale, précisant que «l'imam a défendu la cohésion nationale, évité les discordes au sein de la société et préservé la référence religieuse nationale».

Il a, d'autre part, fait part du soutien de la coordination au programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika et à toutes les réalisations effectuées depuis son premier mandat.

Pour sa part, M. Sidi Saïd a affirmé que le moment était venu de «réhabiliter l'imam qui a contribué à préserver la cohésion sociale et la référence religieuse», ajoutant que l'imam «est considéré comme l'un des piliers de la société et celui qui reflète l'image de la paix et de la tolérance car il n'est pas un simple fonctionnaire administratif».

Les travaux du Conseil national de la coordination se dérouleront sur deux jours à l'Institut national des études et recherches syndicales Mohamed-Draïni d'El Achour à l'effet d'examiner la plateforme de revendications et la constitution des commissions de wilaya. Des exposés sur l'état des adhésions au niveau des wilayas seront également présentés.

## MÉDITERRANÉE

## La 10<sup>e</sup> réunion des ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM en février 2014 à Alger

La durabilité de la sécurité alimentaire sera au menu de la 10<sup>e</sup> réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), prévue en février prochain à Alger.

Une réunion préparatoire à cette conférence animée par des experts des 13 pays membres de cette organisation, dont l'Algérie, s'est tenue hier à Alger afin de tracer les grandes lignes de cette réunion.

Les questions liées notamment à la sécurité alimentaire, la protection des ressources naturelles et le modèle de consommation alimentaire sont les thèmes qui seront débattus lors de cette rencontre, a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du développement rural, Fodil Feroukhi, lors de cette réunion préparatoire.

Les experts devraient sortir de cette réunion préparatoire avec des mesures concrètes à proposer à la réunion des ministres qui doit se tenir en février 2014 à Alger, a insisté M. Feroukhi qui a souligné que cette 10<sup>e</sup> réunion «se déroulera dans un contexte qui reste particulièrement difficile pour les pays du Bassin méditerranéen comme pour une grande partie de l'humanité, caractérisé par des «menaces sérieuses» de crises alimentaires «aigües», suscitant les inquiétudes des pouvoirs publics et des populations.

Cette situation risque de s'amplifier compte tenu des conditions climatiques, d'une crise économique et financière qui perdure et d'une volatilité des prix des produits agricoles et alimentaires, a-t-il relevé.

Pour la Méditerranée, «il n'est plus possible d'occulter la nécessité d'une réponse stratégique qui privilégie, entre autres, l'accroissement des superficies cultivées d'une manière durable, la sécurisation des approvisionnements alimentaires, l'amélioration des infrastructures rurales et la promotion des recherches



Les États membres du CIHEAM

agricoles et des technologies modernes», a indiqué M. Feroukhi. Par ailleurs, la 10<sup>e</sup> réunion du CIHEAM abordera la lutte contre le gaspillage alimentaire qui coûte à l'économie mondiale quelque 750 milliards d'euros chaque année.

«Chaque personne gaspille 35 kg d'aliments par an, c'est-à-dire plus d'un milliard de tonnes de produits gaspillés, ce qui représente 750 milliards d'euros d'où la nécessité de faire face à ce phénomène», a indiqué le secrétaire général du CIHEAM, Cosimo Lacirignola. La gestion de la rareté des ressources notamment l'eau et la terre et le développement des dispositifs spécifiques pour promouvoir les espaces ruraux seront également au menu de la prochaine conférence des ministres de la région, selon le même intervenant qui a proposé de créer un fonds méditerranéen autour du système alimentaire de la Méditerranée.

Le CIHEAM est une organisation intergouvernementale créée en 1962 afin de

promouvoir la coopération multilatérale en Méditerranée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, des territoires ruraux et de l'environnement dans le but de répondre aux besoins de développement dans la région. Cette organisation regroupe 13 pays, en l'occurrence l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Liban, Malte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Turquie et l'Albanie.

Il se structure autour de quatre instituts agronomiques méditerranéens (IAM), localisés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Espagne) et d'un secrétariat général situé à Paris (France). Ce centre compte s'élargir pour créer un cinquième institut en Algérie, d'après M. Lacirignola.

Plus de 800 cadres algériens ont été formés dans ces instituts dans le domaine agricole depuis 1995.

## ALGÉRIE - ALLEMAGNE

## Lancement d'un projet de jumelage dans les systèmes d'accréditation

Un programme de jumelage entre l'Institut fédéral allemand de recherche et d'essais en matériaux (BAM) et l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) a été officiellement lancé hier pour renforcer le dispositif et les capacités organisationnelles de ce dernier.

D'une durée de 6 mois et d'un coût de 250.000 euros, ce jumelage s'inscrit dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de l'association entre l'Algérie et l'Union européenne (P3A).

«Ce nouveau programme intervient à la veille de l'évaluation d'Algerac par ses pairs de l'UE (European accreditation), prévu du 13 au 17 janvier 2014», a souligné Noureddine Boudissa, directeur général d'Algerac, lors de la cérémonie de lancement.

L'obtention d'une reconnaissance auprès des organismes européens d'accréditation va permettre aux certificats d'Algerac d'être reconnus à l'international, ce qui va faciliter la pénétration des ex-



portations algériennes sur le marché international, selon M. Boudissa.

Le chef de la délégation de l'UE en Algérie, Marek Skolil, a quant à lui souligné que cette coopération s'inscrit dans le cadre de la mise à niveau de l'ensemble des compartiments d'Algerac dans sa quête d'une reconnaissance internationale auprès de l'instance européenne d'accréditation. «Le nouveau jumelage qui démarre aujourd'hui devrait aboutir à cette consécration qui dotera les opérateurs algériens d'un instru-

ment normatif d'encadrement conforme aux standards internationaux et participera à la promotion de la qualité sur le marché algérien», a-t-il estimé.

Pour sa part, l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Gotz Lingenthal, a indiqué que ce projet de jumelage institutionnel était le premier du genre entre l'Algérie et l'Allemagne et la 10<sup>e</sup> entre l'Algérie et l'UE dans le cadre de P3A.

«Il constitue une nouvelle dimension de coopération et de soutien pour les relations

algéro-allemandes dans un domaine assez stratégique», a-t-il dit.

Algerac a octroyé depuis son lancement effectif en 2009 des certificats d'accréditation à 20 organismes de contrôle de conformité. Huit autres organismes seront accrédités avant la fin de l'année, selon les données de cet organisme.

M. Boudissa a plaidé, à cet égard, pour la généralisation du système de l'accréditation sur tous les organismes d'évaluation de conformité algériens dont le nombre dépasse les 2.000 organismes. «Un premier décret exécutif rendant obligatoire l'accréditation des laboratoires d'essai et d'analyse relevant du ministère du Commerce vient d'être promulgué et publié dans le Journal officiel», a-t-il dit.

«Nous pensons aussi faire de même avec les ministères de l'Énergie, de l'Habitat et des Transports où on a déjà des projets de texte qui sont en cours d'élaboration», ajoute M. Boudissa.

APS



## TAJ La jeunesse aux commandes



La réunion de la jeunesse affiliée au parti d'Amar Ghoul prévue le 23 novembre à Alger a été reportée au 7 décembre ; le chef du parti étant indisponible.

Rappelons qu'après la célébration du 1er anniversaire de TAJ, le parti a organisé à Tipasa, la rencontre des élus, il y a deux semaines.

## ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS - SAHARA OCCIDENTAL Une délégation algérienne rencontrera à New York le mouvement américain de solidarité avec les Sahraouis

Une délégation du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), conduite par son président Mahrez Lamari, qui sera en visite aux États-Unis pour la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort du président Kennedy, va rencontrer à New York des acteurs américains du mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui, indique mardi un communiqué du comité.

Le CNASPS, qui a été invité par la Fondation John F. Kennedy pour participer aux manifestations commémoratives incluses dans ce cadre et au forum spécial sur les réalisations et le patrimoine du président John F. Kennedy, va également rencontrer des membres de la communauté algérienne établie à Boston et New York, a précisé la même source.

Outre son président, la délégation du comité est composée du vice-président union des cités, villes et gouvernements locaux d'Afrique (CGLUA), Tayeb Zitouni, de l'ex-championne Olympique d'athlétisme, Has-siba Boulmerka, de la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes, Nouria Hafsî et de la juriste, commissaire membre de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Maya Sahli.

## PARTI DES TRAVAILLEURS 8<sup>e</sup> congrès du 21 au 24 novembre • Plus de 1000 congressistes

O. Larbi

« Resistanciel et facteur d'ordre ». Louisa Hanoune lancera les travaux du congrès, à 9h30 minutes au complexe de la mutuelle des travailleurs du bâtiment à Zeralda.

Plus de 1000 congressistes ont été désignés par les militants de base, les congrès de wilaya et de régions au cours desquels ont été adoptés les textes organiques et les résolutions politiques qui vont donner à la nouvelle direction les outils pour mener le parti et les militants aux batailles politiques qui se présenteront au pays.

Les organisateurs du congrès l'ont placé sous le mot d'ordre de : « Resistanciel et facteur d'ordre ».

### Pressions et résistances

Le PT est attaché à la règle 49/51, qui demeure toujours en vigueur malgré les pressions externes et internes", reflétant "la volonté de renforcer les réformes économiques initiées depuis la loi de finances complémentaire (LFC) 2009".

A propos de l'OMC et des négociations en cours, le PT pense qu'elles "pourraient hypothéquer l'avenir du pays", surtout si les secteurs stratégiques sont touchés. Le PT préconise "le recours à un référendum populaire, parce que ses conséquences sont catastrophiques".



### Social

Il y a bien des secteurs où le PT estime qu'il doit y avoir une remise en ordre.

Au plan social, la revalorisation des ressources humaines est "une priorité absolue pour l'élaboration d'une politique des salaires plus harmonieuse".

Le PT a des relations avec les syndicats qui privilégient l'UGTA.

### Politique

Le PT s'est dit prêt à « travailler avec le RND au parlement », Louisa Hanoune et Amar Saâdani ont tenu une réunion qui a abouti à la dénonciation de la corruption. Le PT a pris des positions très fermes sur la durée du mandat présidentiel estimant

que la polémique lancée depuis le mois d'août avait pour but « de détourner les regards des questions vitales qui intéressent l'Algérie ».

Le congrès du PT a pour ambition de « renforcer et élargir le front populaire pour faire face à ces dangers. »

En mettant en avant, le resistanciel - qui est une notion de psychanalyse - le PT met l'accent sur les résistances psychologiques à une quelconque option : la liaison de cette notion avec l'ordre (le congrès, facteur d'ordre) signifie que le parti proposerait des mesures drastiques (sévères, rigoureuses) pour faire face aux dangers et relever les défis. Tout un programme.

## SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT 2013 Ancrer l'esprit entrepreneurial en milieu étudiant

La nécessité d'ancrer un esprit et une culture entrepreneuriaux en milieu étudiant a été fortement soulignée, hier à Batna, par le directeur de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, M. Saci Bouaziz.

S'exprimant dans le cadre d'une journée de réflexion organisée à la maison de l'entrepreneuriat de Batna autour de la création d'entreprises par les diplômés de l'université, devant un auditoire composé d'étudiants et de stagiaires, ce responsable a invité les étudiants à « explorer leurs capacités d'entreprendre, d'innover et de créer l'emploi en lançant des startups et en transformant leurs idées en concepts viables. Organisée par la direc-

tion de l'Industrie en collaboration avec les structures locales de soutien à l'emploi des jeunes, dans le cadre des activités marquant la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2013, placée cette année sous le signe des « dynamiques territoriales et l'innovation », cette rencontre constitue « un moment de réflexion et d'analyse pour proposer des méthodologies pour aider les étudiants à trouver leur chemin dans le monde de l'entrepreneuriat, a expliqué M. Bouaziz.

L'intervenant a mis un accent particulier sur « l'importance de définir et d'ancrer la culture entrepreneuriale par la prospection et la recherche de nouvelles capacités innovatrices et créatrices » et par la

« sensibilisation du public concerné aux dispositifs d'aide mis en place par l'Etat pour la création d'entreprises et, par-delà, générer de la richesse ». Il a également mis en exergue les réalisations de certains jeunes entrepreneurs ayant bénéficié d'un appui et d'un accompagnement afin, a-t-il dit, d'encourager le plus grand nombre à « franchir le pas sans craintes ».

« La PME est un terreau fertile pour l'émergence d'initiatives entrepreneuriales, mais les jeunes méritent tout autant de bénéficier de mesures d'encouragement malgré certains freins, dont, parfois, les difficultés d'accès à des financements », a souligné ce responsable pour qui « il faut donner toutes ses

chances à cette composante sociale de la population qui a besoin d'une attention particulière ».

La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (Global Entrepreneurship Week) a été lancée en 2008. Elle est célébrée chaque année durant une semaine dans plus de 150 pays à travers le monde.

A Batna, les organisateurs de cette journée de réflexion ont concocté un programme articulé autour de trois activités : un espace d'exposition, un autre pour le réseautage (méthode transactionnelle basée sur la théorie des réseaux créant des possibilités d'échanges entre professionnels, ndlr), ainsi que des ateliers pratiques au profit de jeunes créateurs de PME.

## MAROC-UE-SAHARA OCCIDENTAL-PÊCHE-ACCORDS-RÉACTIONS

## Le nouveau protocole de pêche Maroc/UE est « éminemment » politique, inspiré des Accords de Madrid

Le nouveau protocole de pêche, signé lundi entre le Royaume du Maroc et le Président du Comité des représentants permanents des États membres de l'Union européenne (UE), est « éminemment » politique, inspiré des Accords de Madrid de 1975, a indiqué hier le ministre d'Etat chargé de l'organisation dans le gouvernement de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Bachir Mustapha Essayad.

« La signature du nouveau protocole de pêche entre l'occupant marocain et le Président du Comité des représentants permanents des États membres de l'UE est éminemment politique, inspiré des Accords de Madrid ayant ouvert la voie, en 1975, à la colonisation du Sahara occidental par le Maroc », a affirmé M. Essayad dans un entretien à l'APS.

Tout en soulignant que l'occupant marocain « se livre à un forcing incroyable avec l'aide de la France et de l'Espagne » pour amener le Parlement européen (PE) à adopter ce protocole, il a soutenu que « ces accords constituent une infraction flagrante de la légalité et du droit international, ainsi que des statuts de l'UE ». « Ces accords violent de la manière

la plus flagrante les droits fondamentaux du peuple du Sahara occidental, territoire soumis à un processus de décolonisation » a-t-il ajouté.

La colonisation du Sahara occidental, depuis 38 ans, par le Maroc « est un véritable génocide pour le peuple sahraoui », a encore souligné, M. Essayad, qualifiant le nouveau protocole d'accord « de vol des richesses et des ressources naturelles du peuple sahraoui ».

Il a noté, dans ce cadre, que « depuis l'occupation marocaine du Sahara occidental, les Sahraouis vivent des aides internationales ». M. Essayad a également indiqué que « la spoliation des richesses (sol et littoral) du Sahara occidental, qui figurent parmi les plus importantes richesses en Afrique, constitue une violation du droit international, du fait que le Maroc ne défient aucun droit sur le territoire sahraoui », rappelant, à ce propos, que le Sahara occidental est une question de décolonisation inscrite à l'ONU.

« Le rôle de la France et de l'Espagne dans la conclusion de ces accords est considéré comme un viol de la légalité internationale », a-t-il affirmé, estimant qu'« il est temps pour

ces deux États (France-Espagne) de s'inspirer des États-Unis et de l'Europe du Nord qui dans leur accords avec le Maroc, excluent le Sahara occidental ».

« Ces accords sapent les efforts déployés par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le règlement du conflit opposant le peuple sahraoui et son représentant le Front Polisario à l'occupant marocain », a-t-il averti.

Il a ajouté, dans ce sens, qu'il ne faut pas tomber dans le piège marocain consistant à passer des accords avec d'autres pays sans exclure le Sahara occidental, soutenant que passer ce genre d'accords « c'est se salir par le vol des richesses naturelles d'un pays sous occupation illégale ».

Le ministre sahraoui a lancé, dans ce cadre, un appel du peuple sahraoui et de son unique et légitime représentant le Front Polisario, à l'adresse de la communauté internationale et au PE pour que « cesse la spoliation par l'occupant marocain des richesses naturelles du Sahara occidental ». Il a également invité le PE à rejeter ces accords qui constituent, a-t-il dit, « un vol et un viol de la légalité internationale ».

APS

## BELAIZ À EL-OUED Les Assemblées élues tenues d'associer le citoyen dans l'action de développement

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Tayeb Belaiz, a indiqué, lundi à El-Oued, que les Assemblées élues sont tenues d'associer le citoyen dans l'action de développement.

«Les Assemblées élues sont tenues d'associer le citoyen à l'ensemble des étapes de l'action de développement, contribuant ainsi à l'amélioration des rapports envers le citoyen, de prendre en charge ses préoccupations et d'ancrer les principes de transparence au sein de l'administration algérienne», a affirmé le ministre lors de la cérémonie d'installation de M. Salah

El-Affani, nouveau wali d'El-Oued.

M. Belaiz a ajouté, dans le même cadre, que l'autorité, élue et désignée, est tenue à une prise en charge sérieuse des attentes du citoyen, en lui consacrant des jours de réception, en écoutant ses doléances et en réfléchissant aux solutions adéquates à leur apporter.

«Cette approche s'inscrit dans la stratégie du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales visant à ouvrir des canaux de communication transparents entre l'Administration et le citoyen, dans le but de donner une image réelle de cette Admi-

nistration et de clarifier ses missions, et ce comme un mécanisme contribuant à recouvrer la confiance ébranlée», a estimé le ministre.

Tout en réaffirmant la nécessité de la prise en charge sérieuse des préoccupations du citoyen, notamment en matière de bon accueil, M. Belaiz a signalé que des registres de doléances seront mis à la disposition du citoyen et feront l'objet d'inspections périodiques et inopinées de la part de cadres de l'inspection générale du ministère de l'Intérieur.

Pour ce faire, l'inspection générale du ministère de l'Inté-

rieur a vu son staff renforcé et ses missions réactivées et permettant de mener des inspections au niveau de l'ensemble des instances administratives et institutions publiques, a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a procédé, en marge de la cérémonie d'installation du nouveau wali d'El-Oued, à la visite de l'antenne communale «8-Mai» d'El-Oued et d'une autre relevant de la commune de Kouinine, où d'amples informations lui ont été fournies sur l'opération de numérisation des registres de l'état civil.

## INVESTISSEMENTS

# Les IDE ont atteint 2,280 milliards d'euros en Algérie au 1er semestre 2013

Le montant des investissements directs étrangers (IDE) enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, a indiqué mardi à Alger le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri. Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. Ces projets ont permis la création de 7,385 emplois, a précisé ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

Selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, soit le même niveau attendu en 2014 en raison notamment de la mise en œuvre effective de «l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans divers secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014», a fait savoir M. Mansouri. «L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leurs montants», a encore ajouté le DG de l'ANDI, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales, douanières.

APS

# T r a n s -

## GRÈVE DE L'ETUSA : Ghoul souhaite une solution qui prenne en compte les préoccupations raisonnables des travailleurs

**Le ministre des transports Amar Ghoul a estimé lundi à Alger que la grève des travailleurs de l'entreprise des transports urbains et suburbains d'Alger (Etusa) «était une question interne» propre à l'entreprise soulignant que son ministère avait donné des instructions en faveur de la prise en charge des revendications des protestataires à condition qu'elles soient raisonnables.**

«Cette question concerne l'entreprise et ses travailleurs et doit être réglée par le dialogue à l'intérieur de l'entreprise», a déclaré M. Ghoul en marge d'une visite d'inspection de certains projets en cours de réalisation à Alger. Le ministre a ajouté que son ministère avait donné des instructions à L'Etusa à l'effet de prendre en charge les revendications des travailleurs de l'entreprise, à condition que ces revendications soient «raisonnables et réalisables et conformes à la loi». Pour le



ministre, l'Etusa «est une entreprise économique qui rémunère ses travailleurs à partir de ses revenus et il est anormal que sa masse salariale soit supérieure à ses revenus, sinon ce serait la faillite». Le ministre a insisté pour que les revendications soient conformes à la loi et soient soulevées dans le cadre du dialogue, avertissant que «la loi sera appliquée de manière stricte à l'égard de toute personne qui enfreindrait cette règle». Les travailleurs de l'Etusa observent depuis lundi dernier une

grève ouverte pour revendiquer l'application avec effet rétroactif de certaines clauses de la convention collective signée en 1997, rappelle-t-on. Les travailleurs revendiquent également l'annulation de l'article 87-bis de la loi 90-11 relative à la relation de travail demandant à ce que soient inclus dans le salaire national minimum garanti (Snmg) le salaire de base et les indemnités de toute nature, à l'exception de celles destinée à couvrir les dépenses propres au travailleur.

9<sup>È</sup> JOUR  
GRÈVE  
DE L'ETUSA :  
UNE REPRISE  
TIMIDE,  
EN DÉPIT DU  
VERDICT DU  
TRIBUNAL  
ADMINISTRATIF  
DE SIDI M'HAMED

L'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a timidement repris ses activités, mardi, au 9<sup>e</sup> jour de la grève illimitée entamée, sans préavis, par les chauffeurs et receveurs des bus, en dépit du verdict prononcé par le tribunal administratif de Sidi M'hamed, a-t-on constaté à la station du 1<sup>er</sup> Mai de la capitale. Ni le verdict du tribunal qui les somme de reprendre «immédiatement» le travail, ni les conditions météorologiques difficiles, ne semblent affecter les grévistes, regroupés à la station où des bus de l'entreprise sont garés pour empêcher ceux du secteur privé d'occuper les lieux, selon les explications d'un groupe de receveurs et chauffeurs approchés par l'APS.

L'ensemble des grévistes plaide pour le rétablissement du bureau syndical affilié à l'Union générale

des travailleurs algériens (UGTA), suspendu en octobre dernier, afin d'assurer le dialogue et arriver à satisfaire leur principale revendication qui consiste en «l'application de tous les articles de la convention collective signée et adoptée en 1997 avec effet rétroactif et le respect de ses dispositions juridiques», ont-ils rappelé. Selon eux, «il est normal que la grève soit considérée comme illégale du moment que le bureau syndical a été suspendu».

C'est cet état de fait qu'il les a obligés d'entamer leur grève sans préavis, ont-ils fait savoir tout en affirmant qu'ils poursuivront la grève tant que les revendications n'ont pas été satisfaites. Jeudi, des grévistes avaient reconnu que cette situation donnait à leur grève un aspect «sauvage» qui risque de rendre le dialogue difficile et de compromettre la légitimité du débrayage. Au 9<sup>e</sup>

jour de la grève, les usagers des transports continuent de subir les désagréments du débrayage qui les contraint à recourir à des bus privés «sans commodités» ou des «taxis clandestins» pour arriver à leurs destinations.

Cependant, une reprise «partielle» du travail a été constatée hier par l'APS sur certaines lignes de Bir Mourad Raïs, Hydra et El Mouradia, sans pour autant assurer un retour à la normale. En marge d'une visite d'inspection à Alger, le ministre des Transports, Amar Ghoul, a estimé lundi que la grève des travailleurs de l'Etusa était un «problème interne qui doit se régler au niveau de l'entreprise», ajoutant que son département ministériel avait donné des instructions pour prendre en charge les revendications des grévistes, à condition qu'elles soient «raisonnables».



## ALGÉRIE - ITALIE

**M. Amara Benyounes s'entretient avec le vice ministre italien du développement économique**

Le ministre du développement industriel et de la promotion de l'investissement M. Amara Benyounes s'est entretenu mardi avec le vice ministre italien du développement économique, M. Carlo Calenda, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la tenue du Forum économique algéro-italien, qui se tiendra mercredi à Alger et dont l'objectif est de développer le partenariat et les relations économiques entre l'Algérie et l'Italie, précise encore la même source.

**Le partenariat industriel et technologique au menu d'un Forum économique algéro-italien**

Les opportunités de partenariat industriel et technologique entre les PME algériennes et italiennes seront au menu d'un Forum économique prévu mercredi à Alger sous la présidence du ministre du Développement Industriel et de la Promotion de l'Investissement, Amara Benyounes, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cet événement qui «s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique industrielle visant à redynamiser le secteur à travers le développement du partenariat», sera une occasion pour renforcer les relations économiques entre

l'Algérie et l'Italie, liés par un traité d'amitié et de bon voisinage, selon la même source.

L'objectif de ce forum est de favoriser le développement de partenariats industriels et technologiques entre les PME des deux pays, ajoute le communiqué.

Conduite par le vice-Ministre du développement économique, la délégation italienne sera composée d'une centaine d'opérateurs économiques et d'hommes d'affaires du secteur privé représentant plusieurs filières notamment la mécanique, le bâtiment, les travaux publics et l'hy-

drauliques (BTPH), la pêche et l'énergie. Le forum se déroulera sous forme de rencontres d'affaires entre les entreprises algériennes et italiennes pour examiner les différents domaines de partenariat dans les filières stratégiques à investir ainsi que l'identification des projets de partenariat. En outre, il sera précédé à l'installation de la Task force algéro-italienne qui aura pour but d'identifier les opportunités de partenariat industriel et technologique et d'évaluer l'état de la coopération bilatérale en la matière, précise la même source.

## ECONOMIE

**Promotion de l'esprit entrepreneurial en milieu de jeunes à l'ordre du jour à Ouargla et Adrar**

Diverses manifestations d'information et de vulgarisation de l'entrepreneuriat ont été mises sur pied lundi au niveau des wilayas d'Adrar et d'Ouargla dans le cadre de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat SME-2013.

Initiée cette année sous le signe «des dynamiques territoriales et l'innovation», cette semaine a donné lieu au lancement, en coordination avec le secteur du développement industriel et de l'investissement et d'autres organismes, à des manifestations d'information axées sur la promotion et l'ancrage de l'esprit entrepreneurial en milieu de jeunes et la prospection de nouvelles capacités innovatrices et créatrices.

Dans la wilaya de Ouargla, où l'université «Kasdi Merbah» a abrité la célébration de cet événement, cette semaine a permis aux étudiants de s'enquêter des opportunités de montage de microprojets, soutenus par une politique de formation et d'accompagnement, ont indiqué les organisateurs.

Pour le vice-recteur, chargé de la coopération et des relations extérieures à l'université d'Ouargla, M. Mourad Korichi, cette manifestation vise essen-

tiellement la valorisation du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) afin de développer les capacités économiques locales, notamment dans les domaines de l'agriculture, du génie-civil, de l'industrie, de l'énergie, de la chimie, et des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans le cadre du programme de cette manifestation d'information dans la wilaya d'Adrar, et en coordination avec l'association locale des échanges de jeunes, une caravane de l'entrepreneuriat s'est ébranlée lundi pour sillonner les communes de Reggane, Aoulef, Zaouiet Kounta, Timimoun et Cherouine, et pour animer des rencontres à l'université et dans les centres de la formation professionnelle. Son objectif étant de sensibiliser les jeunes porteurs de projets sur les modes de montage et de gestion de leurs propres PME. Selon les organisateurs, ce programme compte également l'organisation d'un colloque sur l'entrepreneuriat dans le centre des PME, une journée d'information à l'université d'Adrar, et des sorties de terrain à certaines entreprises privées pour examiner les perspectives d'investissement dans la wilaya.

**ALGÉRIE - HONGRIE  
La coopération énergétique discutée par M. Youcef Yousfi avec l'ambassadeur de Hongrie à Alger**

La coopération énergétique et son renforcement ont été au menu lundi des entretiens du ministre de l'énergie et des mines Youcef Yousfi avec l'ambassadeur de Hongrie Luc Csaba Mohi, apprend-on mardi auprès du ministère.

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur «la redynamisation des relations de coopération entre l'Algérie et la Hongrie dans les domaines de l'énergie et des mines», indique un communiqué du ministère. «L'ambassadeur de Hongrie a exprimé l'intérêt de son pays à redynamiser les relations de coopération avec l'Algérie, en

mettant l'accent sur la disponibilité de la partie hongroise à développer des actions de coopération dans plusieurs domaines, notamment dans les mines et la formation», précise le communiqué. Le ministre de l'énergie a de son côté «exprimé l'entière disponibilité et l'intérêt du secteur à développer des actions de coopération notamment dans le domaine des mines (géologie, exploitation,...).

«Il a été convenu du principe d'un échange de délégation entre les organismes et les entreprises des deux pays pour identifier les possibilités de coopération dans ces domaines», ajoute-t-on.

**IMPORTATIONS:  
Hausse de 4% des prix au 1er semestre 2013**

Les prix à l'importation de marchandises de l'Algérie ont augmenté de plus de 4% durant le 1er semestre 2013 et par rapport à la même période en 2012, indique mardi l'ONS qui relève que la majorité de ces importations ont enregistré des hausses de prix.

Les prix à l'importation de marchandises ont augmenté de 4,2% durant le 1er semestre 2013 par rapport à la même période de l'année écoulée et un léger recul (0,8%) par rapport au second semestre de 2012, précise l'Office national des statistiques (ONS).

Les chiffres consolidés de l'ONS indiquent que l'augmentation des prix demeure «importante» essentiellement pour les groupes des produits bruts (10,3%), alimentaires (8,8%), mais de moindre ampleur pour les agricoles (2,8%) et industriels (2,4%).

Par ailleurs, l'office précise que

l'indice de valeur unitaire à l'importation de marchandises (prix à l'importation) a par contre reculé de -19,3% pour les biens de consommation non alimentaire et de (-3,1%) pour les demi-produits durant le 1er semestre 2013 et par rapport à la même période en 2012.

En glissement mensuel, les indices des valeurs unitaires à l'im-

portation du 1er semestre 2013 ont

connu des hausses par rapport aux

mêmes mois du 1er semestre

2012 à l'exception des mois de jan-

vier (-1,5%) et le mois de mai (-

0,1%), selon l'office.

**Importations: hausse en valeur de 27% le 1er semestre 2013**

En valeurs, les importations de marchandises de l'Algérie ont enregistré une hausse de 27% au 1er semestre 2013 par rapport à la même période en 2012. Elles sont passées de 1.751 milliards de DA à 2.225 milliards de DA (environ 27,8 milliards de dollars), indique encore l'Office. Cette hausse des importations est le résultat de la «forte» croissance des importations du groupe «matières premières et énergies et lubrifiants» qui a connu une forte hausse de plus de 142% et qui a représenté 12% des importations totales du pays. Les équipements industriels qui ont représenté le tiers des importations de l'Algérie ont totalisé 817,5 milliards de DA, en hausse de 25,8%.

Les équipements agricoles, qui ont évolué de 57,5%, ont totalisé (19,1 milliards de DA), n'ont représenté que 1% des importations totales et ne contribuent donc que très peu à l'augmentation générale des importations.

La facture alimentaire, quant à elle, a contribué de manière significative à la hausse des importations puisqu'elle a enregistré une évolution de 19,6%, pour atteindre 396,1 milliards de DA.

**Importations: hausse en volume de 22% au 1er semestre 2013**

En volume, les importations de l'Algérie ont enregistré une hausse de 22% durant le 1er semestre 2013 et par rapport à la même période en 2012. A l'exception d'une baisse de 18% des importations des produits bruts, tous les autres produits ont augmenté.

Les plus importantes hausses en volume ont concerné les matières premières, énergie et lubrifiants (141%), les équipements agricoles (53,3%), les biens de consommation (35%), les biens industriels (22,9%), les demi-produits (16,4%) et enfin les produits alimentaires (9,9%).

En matière de répartition des importations de marchandises par zone géographique, l'ONS relève toujours la part prépondérante de l'Union Européenne (UE) avec près de 53% de la valeur globale des importations totales de marchandises avec 1.176,3 milliards de DA, en hausse de 32% durant le 1er semestre 2013 et par rapport à la même période 2012.

Les principaux fournisseurs de l'Algérie de la région sont la France avec 11,8% du total des importations, suivie par l'Espagne (9,6%) et l'Italie (8,9%).

L'Asie reste le premier concurrent de l'UE, confirmant ainsi sa position de partenaire commercial important de l'Algérie, avec une part de 20% soit 446,2 milliards de DA, en hausse de 14%. La Chine et l'Inde sont les principaux pays partenaires de l'Algérie avec respectivement 11,7% et 2,2%.

Les autres pays d'Europe ont représenté 8% des importations totales, l'Amérique Latine (6,4%), l'Amérique du Nord (4,9%), les pays arabes (3,7%), les pays du Maghreb (2%) et les pays d'Afrique 1,1%, selon l'ONS.

**PORT  
Baisse de 11% du transit de passagers au port d'Alger durant les neuf premiers mois de 2013**

Le nombre de passagers ayant transité par le port d'Alger durant les neuf premiers mois de l'année 2013 s'est établi à 142.286 contre 160.568 durant la même période en 2012, en baisse de 11%, a-t-on appris mardi auprès de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

Les passagers ayant débarqué au plus grand port du pays ont atteint 71.619 du 1er au 30 septembre 2013 contre 80.435 durant la même période de l'année dernière, enregistrant un recul de 11%, précise un bilan de l'EPAL. Quant au nombre de passagers embarqués du port d'Alger, il a affiché une baisse de 12%, à 70.667 personnes durant les neuf premiers mois de l'année en cours contre 80.133 personnes durant la période allant de janvier à septembre 2012, selon la même source. Le mouvement véhicules - passagers a également connu une baisse de 9% s'établissant à 57.900 du 1er janvier au 30 septembre 2013 contre 63.651 durant la même période de l'année 2012. Quelque 29.765 véhicules ont débarqué au port de la capitale du 1er janvier au 30 septembre 2013 contre 33.083 durant les neuf premiers mois de l'année dernière, soit un recul de 10%. Les véhicules embarqués de ce port ont, eux aussi, affiché une baisse de 8%, à 28.135 du 1er janvier au 30 septembre 2013 contre 30.568 durant la même période de l'année 2012, précise le bilan de l'EPAL.

## TISSEMSILT 6 écoliers asphyxiés par du monoxyde de carbone

OULD SIDI AMAR

Victimes d'une asphyxie due certainement au monoxyde de carbone, 6 élèves d'une même classe de l'école primaire El Djazair, au chef-lieu de wilaya, ont été évacués hier matin, à 9h, par les éléments de la Protection civile, vers les urgences de l'hôpital de Tissemsilt. D'après l'information qui circule à Tissemsilt, les 21 élèves de la même classe ont été évacués vers l'UMC de Tissemsilt pour mesure de prévention et de sécurité. Afin d'éviter de tels drames dans une école, un collègue ou un lycée de la wilaya, il est urgent que la direction de l'Éducation procède, via des spécialistes en la matière, à un contrôle rigoureux de toutes les installations de chauffage qui s'y trouvent.

## BOUIRA Une dizaine d'asphyxiés au gaz enregistrée

Dix (10) personnes ont été asphyxiées, ces derniers jours, au monoxyde de carbone dans la wilaya de Bouira, a-t-on appris lundi auprès des services de la Protection civile.

Les premiers cas d'asphyxie ont été enregistrés samedi dernier dans la commune de Mesdour, au sud de Bouira, où sept membres d'une même famille ont été asphyxiés par ce gaz, a précisé M. Doukari Fatah, responsable à la cellule de communication au sein de la direction de la Protection civile.

Les sept asphyxiés ont été évacués d'urgence au centre de santé de la commune pour y recevoir les soins nécessaires, a ajouté M. Doukari. A Bouira, trois membres d'une même famille ont été également asphyxiés par le gaz, le même jour, avant d'être évacués vers l'établissement de santé public hospitalier (EPH) Mohamed-Boudiaf de la ville de Bouira, a ajouté le même responsable.

«Aucun cas mortel n'est enregistré jusqu'à présent, mais les gens doivent être prudents lorsqu'ils utilisent le gaz pour se chauffer en cette période hivernale», a-t-il recommandé.

## EL-OUED Saisie de 3.200 téléphones portables de contrebande à El-Agra



Au moins 3.200 téléphones portables destinés à la contrebande ont été saisis dans la nuit de samedi à dimanche dans la zone d'El-Agra, daïra de Robbah (El-Oued), a-t-on appris lundi auprès de la direction régionale des Douanes de Ouargla.

Menée lors d'une action mixte Douanes-Armée nationale populaire, cette opération a permis de récupérer aussi deux véhicules tout-terrain, dépourvus de plaques d'immatriculation, à bord desquels a été découverte la «marchandise», a-t-on précisé.

Les contrebandiers ont pris la fuite à la vue des douaniers, abandonnant leur «marchandise», a ajouté le même source. Les services des Douanes ont estimé la valeur marchande de cette saisie (téléphones et véhicules) à 12,144 millions DA, tandis que l'amende douanière encourue a été fixée à 121,44 millions DA, soit dix fois la valeur de la saisie.

## PROCÈS DES 4 ASSASSINS DE HADJOU GHILES

# Peine capitale pour 3 accusés et 10 ans pour le quatrième

Le verdict de l'affaire du kidnapping du jeune Hadjou Ghiles en octobre 2012 est tombé avant-hier lundi tard dans la soirée. Le juge près le tribunal de Tizi-Ouzou a prononcé la peine capitale à l'encontre de trois accusés alors que le quatrième a écopé, lui, de dix ans de prison ferme.

K.N.A

Ces peines sont en fait la confirmation du réquisitoire du procureur prononcé quelques heures auparavant. Durant les plaidoiries, la défense des accusés a tenté de faire valoir l'argument du crime d'honneur sans succès.

La fille en question était présente pour témoigner qu'elle n'était qu'une camarade de classe de Ghiles et les deux jeunes n'ont gardé aucune relation après les classes.

Pour sa part, le juge n'a retenu que le mobile de la rançon. Les ravisseurs avaient, pour rappel, réclamé de la famille Hadjou une somme de cinq milliards de centimes en contrepartie de la libération de la victime.

Aussi pour les chefs d'inculpation d'homicide volontaire avec préméditation, rapt en vue de demander une rançon et dissimulation du corps après



leur forfait, le juge a confirmé le réquisitoire du procureur qui avait demandé la peine capitale. Seul un accusé aura donc vu sa peine réduite à dix ans.

Enfin, pour rappel, Ghiles Hadjou alors âgé de 19 ans a été enlevé près de chez lui au mois d'octobre 2012.

Son corps sera retrouvé enfoui dans un sac près d'une plage d'Azeffoun. Quelques jours plus tard, les investigations ont mené les enquêteurs de la police sur la piste des quatre accusés qui seront mis sous mandat de dépôt par le procureur.

## M'SILA

# Pour un problème familial, deux frères aidés par un complice ont tenté de tuer leur cousin à Boussaâda

Mouad B.

Un jeune homme répondant aux initiales N. T., âgé de 20 ans a reçu deux coups de couteau, dans la rue, dimanche. Son pronostic vital est engagé.

La ville de Boussaâda, 68 kilomètres au sud de M'sila, a été le théâtre d'une agression violente, dimanche dernier. Un homme de 20 ans a en effet été atteint au thorax par plusieurs coups de couteau. Les policiers, une fois avertis, sont intervenus rapidement, trouvant un homme encore conscient mais gravement blessé. Aux forces de l'ordre, il n'a cepen-

dant pas donné d'éléments concernant les raisons de son agression. L'homme a été transporté au centre hospitalier de la ville où son pronostic vital a été engagé.

La victime a été invitée chez des cousins N. K., 29 ans et N. A., 33 ans, qui lui avaient tendu un piège. Dès son arrivée à la maison, les cousins aidés par un complice S. Y., âgé de 24 ans, le ligotent et le poignent. C'est une des femmes de la maison qui a donné l'alerte aux policiers.

Présentés devant le magistrat instructeur près du tribunal de Boussaâda, le premier mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, le complice S. Y., a été placé sous contrôle judiciaire et un mandat d'amener a été délivré à l'encontre du troisième individu N. A., 33 ans.

## JIJEL

# Les deux-roues aussi «meurtriers» que le reste des véhicules

Sur trente-cinq (35) accidents de la circulation survenus ces derniers mois dans la wilaya de Jijel, douze (12) ont impliqué des motocyclistes, a-t-on appris lundi auprès d'un officier du groupement de la Gendarmerie nationale.

Avec un taux de 34,28 %, les accidents des deux-roues ont fait trois morts sur quatre (4) décès dus à la circulation routière, a affirmé le lieutenant-colonel, Achour Hamel, du groupement territorial de la Gendarmerie nationale lors d'une table ronde consacrée au port de casque de sécurité.

Placée sous le thème générique «Casque de sécurité, prévention et protection», cette rencontre a regroupé des représentants de la Sûreté nationale, la Protection civile, le procureur général-adjoint près la cour de Jijel, un responsable de la direction des transports et un gérant d'auto-école.

Les participants à cette table ronde ont souligné l'importance du port de casque de protection dès lors qu'il apporte, a-t-on souligné, une «immunité relative» aux motocyclistes en cas d'accident. Tout autant que les véhi-



cules légers, les deux-roues dont le nombre ne cesse d'augmenter brillent surtout par l'absence de cet équipement salvateur dans de nombreux cas d'accidents, aussi bien en ville qu'en rase campagne, a-t-on indiqué.

«Un casque de moto est indissociable de la pratique de la moto», a-t-on affirmé, expliquant qu'il a pour rôle de protéger la tête du conducteur en amortissant le choc avec le sol ou avec des obstacles naturels en cas de chute, et à protéger de l'abrasion provoquée par le

glissement sur la chaussée. Le casque de moto qui est aussi un isolant phonique a également une fonction protectrice des yeux contre le vent, les insectes, voire une fonction de pur confort, a-t-on également expliqué. Des études menées dans certains pays ont indiqué que le port d'un casque réduit les risques d'accident de 24 %, selon des sources de presse. Très peu de conducteurs de moto et leurs passagers portent cet équipement devant être normalement homologué aux normes. Une grande majorité de motards, jeunes et moins jeunes, font fi de l'usage de ce dispositif de protection dont le port est obligatoire aussi bien pour le pilote que pour le passager, constate-t-on quotidiennement dans le centre de la ville de Jijel. «Nous insistons davantage sur l'aspect préventif que sur la répression», ont souligné les représentants des services de sécurité, appelant les usagers des deux-roues à se conformer au code de la route en utilisant le casque dont l'utilisation «n'est pas optionnelle mais obligatoire».

APS



## ALGER

## Violée par son beau-frère

A. Ferrag

**Amira se lie d'amitié avec son beau-frère Salim. Le couple se rencontre assez souvent dans un lieu retiré.**

Un jour, Amira retourne chez elle, la tête basse, à demi-dévêtue. Après avoir déposé une plainte contre Salim, elle est conduite par les gens de loi chez un médecin, qui ne fera que confirmer ses dires. Interpellé, Salim nie toute relation avec sa victime.

Salim comparait en séance criminelle du tribunal d'Alger en novembre 2013, pour répondre du chef d'inculpation retenu contre lui, à savoir viol sur mineure.

Appelé à la barre, Salim fera les mêmes déclarations en soulignant qu'il s'agit d'une mise en scène préparée contre lui.

A un moment donné, l'accusé demande d'avoir pitié de lui, mais devant la justice, ce sentiment vient en second lieu. L'avocat de la partie civile dira que la victime vient de perdre sa virginité, un élément qui d'ailleurs sera souligné par le représentant du ministère public qui mettra en avant la virginité perdue de la mineure, ajoutant que l'adolescente n'avait pas encore atteint les 16 ans au moment des faits, ce qui en vertu de l'arti-



cle 336 alinéa 2, du code pénal la protège tout en condamnant l'accusé.

Au terme de son réquisitoire, l'avocat général requiert une peine de 8 ans de réclusion à l'encontre de Salim pour viol sur mineur en vertu de cet article, tout en laissant sous réserves les frais de réparation du préjudice moral.

Pour l'avocat de la défense, c'est l'âge de la jeune Amira qui était mis en cause, car dira-t-il, son extrait des actes de naissance ne figurait pas dans le dossier qui lui fut remis au dernier moment par son confrère. Tentant de disculper son client, il dira que beaucoup de choses sont cachées par Amira qui, selon, avait

monté ce scénario de toutes pièces : Je maintiens que mon client est innocent dans cette affaire et je demande purement et simplement un non-lieu en sa faveur, finit-il par dire.

Après les délibérations, le président reprend le dossier de Salim en étalant son enquête sociale qui le classe non-buveur, travailleur honnête, sans problème et sans antécédents judiciaires, mais les indices sont là et confirment le délit qui lui est reproché. Ainsi, le verdict final prononcé contre Salim est de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 200.000 dinars faisant objet de réparation du préjudice moral causé à Amira.

## COLÈRE À AÏN ZAOUÏA À CAUSE DES PLUIES DILUVIENNES

## La ville paralysée par une grève générale hier

Le chef-lieu de la commune d'Aïn Zaouïa était hier paralysé par une grève générale à laquelle avait appelé un groupe de citoyens pour dénoncer l'abandon dont ils sont victimes lors des dernières intempéries. En effet, l'appel a eu un grand écho de la part des commerçants qui ont unanimement baissé rideau. De leur part, les écoliers, tous paliers confondus, ont tenu à marquer de leur présence le mouvement en désertant les bancs durant toute la journée.

En effet, les dernières pluies ont rovoqué d'énormes dégâts. L'absence de caniveaux et autres moyens d'évacuation d'eau a causé des refoulements gigantesques qui ont de leur part provoqué des dégâts inestimables.

K.N.A



## TÉBESSA

## Saisie de 3 kg de résine de cannabis à Ouenza

Les services de la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale viennent de procéder à la saisie, dans la localité d'Ouenza (95 km au nord de Tébessa), de trois (3) kilogrammes de résine de cannabis dissimulés dans le coffre d'un véhicule de tourisme, a-t-on indiqué lundi au groupement de wilaya de ce corps sécuritaire.

La voiture a été interceptée avec deux personnes à son bord à un barrage de contrôle dressé dans cette localité, selon la même source qui a précisé que la drogue et le véhicule ont été saisis

et remis aux Douanes algériennes, en attendant de présenter à la justice les deux mis en cause, sous les chefs d'inculpation de «détention et commercialisation de stupéfiants».

Plus de 160 kg de résine de cannabis (kif traité) ont été saisis depuis janvier dernier dans la wilaya de Tébessa par les éléments du département régional de lutte contre le trafic de drogue, basé à Annaba, et les services de la Sûreté de wilaya et de la Gendarmerie nationale.

## ANNABA

## Intenses recherches pour retrouver un nouveau-né enlevé au CHU

D'intenses recherches sont menées par les services de sécurité pour retrouver un bébé enlevé dimanche après-midi au service de gynécologie-obstétrique du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba par une femme déguisée en infirmière.

Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés dans le cadre de l'enquête diligentée aussitôt après l'alerte confirmant un cas d'enlèvement,

a indiqué une source sécuritaire. Selon le directeur général du CHU, Abdelaziz Lenkar, la ravisseuse s'était présentée à la maman en tenue d'infirmière, dimanche vers 13h30, pendant la période des visites, lui demandant de lui remettre son bébé, Abdelmoumen Belkhemas, pour le vacciner.

Il s'agit là du «premier incident du genre depuis 20 ans», a souligné ce responsa-

ble, précisant que la maman a été retenue à l'hôpital où elle bénéficie d'un accompagnement psychologique. Malgré les hésitations de la maman qui a répondu à la fausse infirmière que son bébé avait déjà été vacciné, celle-ci a réussi à la convaincre avant de se saisir de l'enfant et de quitter l'établissement sans éveiller de soupçons, selon les témoignages du staff d'infirmiers. Pas moins de 18.000 ac-

couchements, dont 6.000 par césarienne, sont annuellement enregistrés par le service de gynécologie-obstétrique, selon les statistiques du CHU.

Ce service qui reçoit des parturientes de cinq wilayas dans l'Est du pays est encadré par sept (7) médecins spécialistes, 50 médecins résidents et 64 sages-femmes, en plus des agents paramédicaux.

APS

## SKIKDA

## Démantèlement d'un lieu de débauche à la cité Amar Chtaïbia

Les éléments de police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya de Skikda, ont démantelé la semaine dernière un lieu de débauche et procédé à l'arrestation de 4 individus âgés entre 21 et 48 ans, dont le gérant, ses deux fils et une femme, a indiqué un communiqué de la cellule de communication à la Direction générale de la Sûreté nationale.

Suite à des informations recueillies auprès des citoyens faisant état de l'existence d'une maison à la cité Amar Chtaïbia, transformée par son propriétaire en débit de boisson alcoolisées clandestin, servant également de lieu de prostitution et de ventes de psychotropes, les forces de police ont effectué une descente sur les lieux et procédé à l'arrestation du tenancier, ses deux fils, ainsi qu'une femme.

L'opération c'est par ailleurs soldée par la saisie de 1400 bouteilles d'alcool de différents types et marques, plusieurs armes blanches prohibées et 20 comprimés psychotropes.

Après la formalisation de la procédure judiciaire, les mis en cause dans cette affaire ont été présentés au parquet de céans, pour création d'un lieu de débauche, détention de psychotropes et stupéfiants à des fins de commercialisation, détention d'armes blanches et vente illicite de boissons alcoolisées.

Trois des mis en cause dont le gérant et ses deux fils ont été placés en détention préventive tandis que la femme a bénéficié d'une citation directe.

## Et arrestation d'un dangereux criminel

Les éléments de la brigade judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya de Skikda ont procédé dernièrement à l'arrestation d'un dangereux criminel âgé de 29 ans, activement recherché pour son implication dans plusieurs affaires de vols et agressions à l'arme blanche dans le quartier des frères Aïachi.

Selon le communiqué de la DGSN, l'opération est intervenue suite à plusieurs plaintes déposées par des citoyens résidant à la cité susmentionnée, victimes d'agressions et de harcèlement à répétition de la part de cet individu notoire qui faisait régner la terreur dans les rues de cette cité.

L'investigation et les recherches entamées par les enquêteurs ont permis l'identification et la localisation du prévenu qui a été interpellé par les forces de police à l'hôpital Abderrezak Bouhara de Skikda.

Après la formalisation de la procédure judiciaire, le prévenu a été présenté au tribunal et placé en détention préventive pour vol et attaque à l'arme blanche, avec coups et blessures.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ  
Incendie dans un poulailler à El Hamadia

Mouad B.

Un incendie s'est déclaré dans un poulailler lundi, dans la commune d'El Hamadia, à 18 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj.

À l'arrivée des pompiers, le bâtiment était totalement embrasé. Les 2500 poussins qui se trouvaient à l'intérieur ont péri, selon une source locale.

L'enquête ouverte par les services concernés, s'oriente vers une piste accidentelle.

## SOUK AHRAS

## Un programme ambitieux pour le décollage de la filière oléicole



Un programme «ambitieux» destiné à faire «décoller» la filière oléicole dans la wilaya de Souk Ahras par la plantation de 1.000 hectares d'oliviers sera finalisé «avant la fin de l'année en cours», a-t-on indiqué lundi à la Direction des services agricoles (DSA).

Il s'agit, a-t-on précisé, d'une tranche du plan quinquennal en cours qui prévoit la plantation de 10.000 hectares dans cette wilaya, à la faveur du fonds national de développement rural, des projets de proximité de développement rural et du programme du haut-commissariat au développement de la steppe.

Le tiers des vergers oléicoles de la wilaya de Souk Ahras se concentre dans les communes de Lahdadda, d'Ouled Mimoune, de Lakhdara, de Merahna, de Sidi Fredj et d'Ain Zana, où l'irrigation se fait par le goutte à goutte, selon

M. Rachid Rehamnia, cadre à la DSA. Cinq cents (500) fellahs ont bénéficié d'une formation en oléiculture, dans le cadre d'une convention avec le secteur de la formation professionnelle, a également indiqué la même source, précisant que la récolte de la saison 2012-2013 a enregistré 46.000 quintaux, sur 2.100 ha, dont 33.000 quintaux destinés aux pressoirs, contre 37.000 quintaux pour la campagne précédente.

## AIN TEMOUCHENT

## Une quinzaine de bénéficiaires de l'ANSEJ exposent leurs projets

Une quinzaine de bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) participent lundi à une exposition organisée par l'antenne locale d'Ain Temouchent de l'agence, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'entrepreneuriat.

Cette manifestation de sensibilisation vise, selon les organisateurs, à encourager les jeunes sans emploi à intégrer le monde de l'entrepreneuriat en créant leur propre micro-entreprise pour ne pas rester en marge de la société. Pour cela, l'antenne locale de l'ANSEJ a sélectionné des bénéficiaires du dispositif qui ont réussi dans cette démarche. Ces derniers, hommes et femmes, diplômés ou non, ont exposé leurs projets lancés il y a peine quelques mois pour certains.

Pour appuyer cette action, les responsables de l'agence ont mis à contribution l'environnement de la micro-entreprise, notamment, les assurances sociales, le registre de commerce, les services des impôts et fisc, qui tiendront informés ces jeunes de l'ensemble des démarches et procédures, et surtout, «les avantages consentis par les pouvoirs publics en direction des jeunes chômeurs en matière de création de micro-entreprises».

Abréviée par le complexe culturel d'Ain Temouchent, cette exposition met en exergue, également, les actions d'accompagnement et de formation menées par l'ANSEJ au profit des porteurs de projets. Se voulant également itinérante, cette exposition sera tenue, mercredi, au CFPA d'Ain Temouchent et, jeudi, à l'institut moyen agricole (ITMAS) du chef-lieu de wilaya pour sensibiliser leurs stagiaires et les inciter à intégrer le monde de la micro-entreprise.

## OUM EL-BOUAGHI

## 2.200 emplois permanents créés dans le secteur des forêts

2.251 postes de travail permanents et 17.600 emplois temporaires ont été créés dans le secteur des forêts durant les trois premières années de la mise en œuvre du plan quinquennal 2010-2014 à Oum El-Bouaghi, a indiqué lundi le conservateur des forêts, M. Laaziz Bouras.

Ces emplois ont été générés essentiellement par les actions ayant porté sur la mise en défens de 2.300 hectares, le reboisement de 324 hectares en essences forestières et la plantation de fourrages sur 1.020 hectares, a précisé le même responsable.

Le fonds de lutte contre la désertification a financé, en outre, l'installation de brise-vents sur un linéaire de 96 km, soit un peu plus du tiers des 272 km programmés, en vue de stopper l'avancée du sable favorisée, dans cette wilaya, par la dégradation du couvert végétal et la faiblesse des précipitations, a-t-on indiqué de même source.

Le même programme anti-désertification a également permis l'ouverture



de 145 km de pistes rurales sur 253 km programmés et la réalisation de travaux de correction torrentielle d'un volume de 43.060 m<sup>3</sup> pour une enveloppe financière de 598 millions de dinars.

Menées dans le cadre de la stratégie du renouveau rural, les opérations financées durant les trois dernières années par le Fonds de mise en valeur des terres par la concession ont profité à 116 mechtas totalisant 40.205 foyers, a ajouté M. Bouras. Il s'est agi, a-t-il précisé, du lancement de 121 projets de

proximité sur 142 programmés ayant porté sur la distribution de 1.765 unités d'élevage, la création de 1.118 hectares de vergers d'oliviers, la plantation de 271 hectares en fourrages, l'ouverture de 120 km de pistes et l'exécution de 12.500 m<sup>3</sup> de travaux de correction torrentielle. Le programme sectoriel pour la période en question a mobilisé 1,6 milliard de dinars pour diverses actions dont le taux d'exécution est aujourd'hui de l'ordre de 82 %, est-il noté de même source.

## TIZI-OUZOU

## L'APW adopte une délibération relative à l'officialisation de la langue amazighe

L'Assemblée populaire de Tizi-Ouzou (à majorité FFS) a adopté lundi une délibération demandant la «constitutionnalisation de la langue amazighe comme langue nationale et officielle de l'Etat algérien aux côtés de la langue arabe».

Cette délibération, soumise au vote par le président de l'APW de wilaya à la clôture d'une session extraordinaire consacrée au thème de «Tamazight : langue et culture. Bilan et perspectives», a été adoptée à l'unanimité par les élus de la coalition FFS, FLN et RND siégeant au sein de cette assemblée, composée de 47 membres. Dans son exposé des motifs de cette délibération, le président de l'APW, M. Hocine Haroun, qui en a donné lecture, s'est notamment référé à l'article 3 bis de la Constitution qui consacre tamazight «langue nationale et stipule que l'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national». «Cette délibération a été remise au wali, M. Abdelkader Bouazghi qui avait assisté à l'ouverture de la session extraordinaire de l'APW de Tizi-Ouzou consacrée au thème «Tamazight : langue et culture. Bilan et perspectives», pour sa transmission aux hautes autorités concernées», a indiqué à l'APS le président de l'APW.

Les élus du RCD n'ont pas pris part au vote de cette délibération et ont quitté la salle au motif avancé, dans une déclaration distribuée à la presse, que «le groupe RCD n'a pas été associé à une telle démarche», tout en rejetant cette initiative qu'il ont qualifiée, durant les débats, de «conjoncturelle».



## EL-BAYADH

## Plusieurs projets pour améliorer la distribution électrique

Plusieurs opérations d'amélioration de la distribution de l'électricité seront lancées prochainement dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris lundi auprès de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Ces projets consistent en la mise en place de 61 nouveaux transformateurs électriques, dont 41 unités relevant du plan d'urgence de l'année prochaine, et 20 autres du programme ordinaire de la Sonelgaz d'El-Bayadh, a-t-on indiqué à la cellule de communication de l'entreprise.

L'opération interviendra après finalisation de l'exécution du plan d'urgence de 2013 qui a permis d'installer 69 transformateurs électriques à travers les différentes communes de la wilaya et d'améliorer, ainsi, le réseau de distribution électrique dans les centres urbains ciblés, en diminuant sensiblement le nombre des coupures électriques, selon la même source.

Le réseau électrique de la wilaya a été renforcé, l'été dernier, par deux nouveaux départs de lignes qui ont permis d'étendre le réseau sur 12,5 km au niveau de la nouvelle ville en cours de construction dans la zone d'expansion urbaine d'El-Bayadh, ainsi que par le tirage d'une ligne sur 2 km vers l'université afin de renforcer le réseau électrique au niveau de l'entrée Est du chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté.

La wilaya d'El-Bayadh a bénéficié cette année de deux mini-centrales de 220/60 KW et 60/30 KW, réalisées au

niveau des communes d'El-Bayadh et de Bougtob, dans le cadre du renforcement du réseau électrique et de l'amélioration de la qualité des prestations offertes aux clients de Sonelgaz. Parmi les objectifs de Sonelgaz, l'accompagnement des programmes de création de nouveaux pôles urbains, notamment dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, de Bougtob et du chef-lieu de wilaya.

Elle y prévoit un important programme d'investissements, dans le cadre du raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz naturel des nouveaux quartiers à être réalisés prochainement, selon la cellule de communication de la direction locale de la société.



## CINÉMA

## Le dieu «Thor» occupe toujours la tête du box-office nord-américain

Le dieu «Thor» est toujours en tête du box-office nord-américain pour sa deuxième semaine sur les écrans, selon les chiffres définitifs publiés lundi par Exhibitor Relations.

«Thor : le monde des ténèbres», deuxième opus de la saga mythologique de l'écurie Marvel où le dieu musculeux intègre un peu d'ordre dans le cosmos, empêche 36,6 millions de dollars, soit près de 14,5 millions au total.

Il est suivi par la nouveauté «The Best Man Holiday», une comédie racontant les aventures amoureuses de l'écrivain Harper Stewart sur le point de publier un roman autobiographique, qui décroche d'entrée 30,1 millions de recettes. «Last Vegas», où les anciens jeunes Robert De Niro, Morgan Freeman et Kevin Kline font les 400 coups dans la cité des péchés pour enterrer la vie de garçon de Michael Douglas, remonte à la troisième place avec 8,4 millions de dollars, soit environ 46,5 millions en trois semaines d'exploitation.

## CALLIGRAPHIE

## La calligraphie maghrébine, riche legs culturel

Riche legs culturel, la calligraphie maghrébine parée d'une «grâce et d'une élégance hors pair n'a rien à envier à la calligraphie orientale», a souligné, lundi à Alger, le chercheur et calligraphe tunisien Mohamed Sadek Abdelatif.

Intervenant en marge d'une conférence qu'il a animée sur «les spécificités de la calligraphie maghrébine» dans le cadre d'une rencontre sur la calligraphie maghrébine organisée au Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie au Palais Mustapha Pacha, le chercheur tunisien a indiqué que «des orientaux occultent souvent la calligraphie maghrébine lors de l'écriture de l'histoire de la calligraphie arabe».

Développée à partir du style coufique, la calligraphie maghrébine est plus connue pour ses dessins angulaires, a-t-il ajouté affirmant à l'égard de certains orientalistes qui avaient appelé les maghrébins à abandonner leur style lors de l'écriture du Coran, que «l'écriture est un signe de distinction tout comme l'habit pour les peuples et il n'est pas possible de s'en défaire».

Dans ce contexte, M. Abdelatif qui compte plusieurs œuvres sur la calligraphie en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Irak, a invité les gouvernements maghrébins à œuvrer dans le sens de la préservation de cet important héritage en l'élevant au rang de «culture à part entière».

La rencontre sur la calligraphie maghrébine réunit, deux jours durant, des calligraphes algériens, tunisiens, libyens et marocains.

## SALON NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES À ORAN

## 60 participants de différentes régions du pays

Plus de 60 artistes de différentes régions du pays prennent part à la troisième édition du Salon national des arts plastiques, ouvert lundi au musée national «Ahmed Zabana» d'Oran.

Cette manifestation, qui s'étale jusqu'à mercredi prochain, est marquée par l'exposition de 70 tableaux peints et sculptés par des artistes de générations ancienne et nouvelle représentant différentes tendances et écoles artistiques connues dans le monde.

Certains plasticiens tentent de sortir de l'ordinaire, à l'instar de Bouselma Houari qui a utilisé des cafards et une bougie pour décrire une situation de la vie quotidienne, se démarquant du style connu dans l'école surréaliste, selon des spécialistes.

Cette édition présente des modèles d'œuvres artistiques signées exprimant les aspirations et les préoccupations de la nouvelle génération de peintres autodidactes dont le tableau de l'artiste Cherif Houaria intitulé «nature silencieuse» qui dénote d'une profonde recherche de choix des couleurs, a estimé le professeur des arts plastiques à Oran Mme Moukhliou Aouf.

La plupart des tableaux ont abordé des sujets inspirés du quotidien utilisant des symboles dont la toile «curiosité de l'artiste Azzeddine Hadj Mohamed qui a utilisé la transparence des couleurs et l'usage du patrimoine culturel algérien dans plusieurs créations comme la



Gaada de Wassila Belhadj. Des participants ont choisi l'exposition de créations artistiques dans le domaine du portrait avec une vision moderne mettant en relief la valeur historique du personnage peint surtout les toiles du doyen des plasticiens d'Oran Hireche Abdelkader et Senoussi Abdelalim.

La sculpture, la calligraphie arabe et la dinanderie sont présents à cette édition organisée par la maison de la culture «Zeddour Brahim Belkacem» sous l'égide de la direction de la culture.

Le sculpteur et peintre Selka Abdelwahab, Kour Noureddine, Halima Salem Mohamed ont exposé leurs expériences artistiques dans cette manifestation qui constitue une occasion pour plusieurs diplômés des écoles régionales des beaux arts pour échanger les idées allant dans le sens de promouvoir le mouvement des arts plastiques en Algérie et de s'imprégner des nouveautés, a signalé professeur Mekki, responsable de l'école régionale des Beaux arts d'Oran.

## LITTÉRATURE

## «Camus l'Africain», un monologue de Moni Grégo présenté à Alger

La création théâtrale «Camus l'Africain», mettant en scène l'histoire d'un vieux français né en Algérie sur des textes de l'auteur Moni Grégo et des extraits d'œuvres du Prix Nobel de littérature a été présentée lundi soir à Alger.

Programmé à l'Institut français, ce monologue d'une heure, interprété par le comédien français Yves Ferry, propose un retour sur des drames humains de l'époque coloniale, à travers les souvenirs, entre remords et nostalgie, racontés à son fils par un «pied-noir» du nom d'Etienne, et alternés avec des lectures de l'écrivain et penseur français.

Dans un décor dépouillé, constitué de quelques meubles et d'un fond de ciel bleu, Yves Ferry passe ainsi d'«Etienne le père», vieillard malade et tourmenté par son «aveuglement» face à la réalité algérienne de l'époque, à «Albert le poète», intellectuel humaniste et subjugué par la beauté du pays où il est né.

Grâce aux multiples résonances entre les deux parties, cette pièce apporte un éclairage



sur la position «ambiguë» d'Albert Camus sur la guerre d'indépendance algérienne et la colonisation, tout en approfondissant le conflit intérieur d'un homme au crépuscule de son existence n'ayant pas su, ou pas voulu, voir l'inhumanité d'un système condamnant tout un peuple à la misère.

«Mon fils, je n'ai pas su voir que dans ce pays si beau, si accueillant, si fertile, il y avait des gens qui vivaient une misère noire, de celle qui vous hu-

milie, qui fait de vous des sous-hommes», dira-il avec regret. Ce constat amer d'Etienne sera, d'ailleurs, l'occasion d'évoquer Meursault, héros polémique de «L'Etranger» (1942) condamné à mort pour avoir «tué un Arabe» auquel le personnage va s'identifier.

Evoquant d'autres thèmes chers à Camus, Moni Grégo, également metteur en scène de la pièce, a par ailleurs choisi de lier la nostalgie du vieillard de sa «vie heureuse et sensuelle»

en Algérie à l'attachement profond de Camus à la civilisation méditerranéenne, magnifiée dans son livre «Noces» (1939).

En choisissant un jeu de miroirs entre la figure d'un écrivain orphelin de père et de l'enfance pauvre, avec celle d'un «pied noir vivant chichement» qui s'adresse à son fils pour parler d'une «histoire tragique», Moni Grégo dit également avoir voulu «interpeller la responsabilité et la faillite morale des pères, représentés par la génération d'Etienne».

Quant au choix du titre de la pièce, il souligne, selon l'auteur, la «dimension universelle de Camus», par un clin d'œil à d'autres personnages historiques comme l'explorateur et diplomate, né dans la même région du monde quelques siècles plus tôt, Léon l'Africain.

Marquant le centenaire de sa naissance, plusieurs rencontres et conférences autour d'Albert Camus sont organisées durant le mois de novembre dans les différents Instituts français en Algérie.

## THÉÂTRE

## La pièce «Hanna» du théâtre régional de Tizi Ouzou présentée au public tlemcénien

«Hanna», la dernière production du théâtre régional «Kateb Yacine» de Tizi Ouzou a été présentée dans la soirée de lundi au public tlemcénien au niveau du palais de la culture d'Imama.

Cette pièce, mise en scène par Lazhar Belbaz, raconte l'histoire d'un couple composé de Dada et de Hanna sa fiancée, une femme handicapée «clouée» sur fauteuil roulant.

Malgré l'amour qu'il porte à son amour pour elle, Dada, un rôle interprété par Boualem Magour, fait preuve de beaucoup d'agressivité et de violence vis à vis de sa bien-aimée.

Sur le chemin menant vers une ferme, un lieu paradisiaque où il fait bon de vivre, ce couple rencontre trois personnages, Hamma, Hamou et H'mana, qui veulent atteindre également ce lieu de verdure et de bonheur.

Cette rencontre donnera lieu à diverses situations chargées d'incompréhensions et surtout d'absurdité, d'entente et de mésentente. Déboussolés et désorientés, le rêve se brise avec la mort d'Hanna. Cette nouvelle pièce du théâtre régional «Kateb Yacine» de Tizi Ouzou est actuellement en tournée dans plusieurs wilayas du pays.

# Les bienfaits du sport chez les enfants

L'activité physique et sportive fait partie intégrante de l'apprentissage psychomoteur d'un enfant. Elle favorise le développement musculaire et l'acquisition de l'équilibre, de la coordination des gestes et de la précision. Elle aide l'enfant à prendre conscience de son corps et de la perception de celui-ci dans l'espace (son «schéma corporel»).

De plus, des études ont montré que les enfants pratiquant des sports comme l'athlétisme ou les sports de ballon développent une masse osseuse plus importante que leurs camarades sédentaires et présentent moins de risque d'ostéoporose à l'âge mûr. Les bienfaits du sport chez les enfants

Sur le plan psychologique, le sport permet d'acquérir confiance, autonomie, esprit de décision et d'entraide. Pour les enfants agités, il permet de défouler le trop-plein d'énergie et d'apprendre la maîtrise de soi.

Sur le plan social, le sport pratiqué dans un club permet de développer des relations hors du contexte scolaire et fondées sur d'autres exigences. La performance physique, le rôle au sein de l'équipe et l'importance du travail collectif permettent aux enfants d'acquérir des qualités dans des domaines dépassant le simple cadre des aptitudes physiques.

## Votre enfant manque-t-il d'exercice ?

Quelques petits tests simples permettent de déceler si votre enfant (à partir de 6 ans) manque d'exercice. Couché sur le dos, jambes tendues et chevilles maintenues, l'enfant doit pouvoir se relever lentement jusqu'à la position assise.

Même exercice, couché sur le dos, mais les genoux fléchis et les chevilles également maintenues.

Couché sur le dos, les mains derrière la nuque, l'enfant doit maintenir ses jambes tendues à 30 cm au-dessus du sol pendant 10 secondes.

Allongé sur le ventre, sur un coussin, les mains sur la nuque, les chevilles et le bassin maintenus au sol, l'enfant doit soulever le tronc et rester ainsi 10 secondes.

Allongé sur le ventre, les mains sous le front, le tronc maintenu, l'enfant doit soulever ses jambes tendues pendant 10 secondes.

Debout, pieds nus et joints, l'enfant doit essayer de toucher le sol avec le bout de ses doigts sans fléchir les jambes.

L'enfant peut-il trotter pendant 3 minutes sans essoufflement excessif ?

L'enfant peut-il tenir en équilibre sur un pied pendant 30 secondes ?

Un enfant doit pouvoir accomplir la plupart de ces exercices.

Le sport de la naissance à 3 ans

En découvrant son corps et son environnement, le bébé a une énorme activité physique. Le rôle de ses parents est de l'éveiller et de l'aider dans cet apprentissage. Plus tard, l'enfant aime naturellement jouer à la balle, grimper, courir, se dépenser. Les activités de type bébé nageur ou baby sports participent à cet éveil. Ils accompagnent et stimulent les petits enfants dans leur progression psychomotrice, aidés en cela par la présence rassurante des parents.

**Quelques étapes du développement psychomoteur de l'enfant**

8 mois : l'enfant rampe et marche à quatre pattes (certains enfants ne le font jamais).

12 mois : l'enfant tient debout sans appui et commence à marcher.



15 mois : l'enfant monte un escalier à quatre pattes ou tenu par un adulte.

18 mois : l'enfant monte un escalier seul en se tenant.

21 mois : l'enfant grimpe (par exemple pour jouer au toboggan).

24 mois : l'enfant commence à pédaler (tricycle), monte et descend les escaliers, donne des coups de pied dans un ballon.

30 mois : l'enfant court (avec une certaine raideur) et sait se relever de la position couchée sans avoir à se retourner sur le ventre.

3 ans : l'enfant saute à cloche-pied et pédale bien.

6 ans : l'enfant saute à pieds joints, envoie un ballon dans les buts et peut participer à une course simple.

## Le sport de 3 à 6 ans

Le goût pour le mouvement et l'activité est très marqué à cet âge. L'enfant a besoin de courir, de sauter, de bouger, de grimper, de faire de l'équilibre, de se suspendre, etc. La soif d'apprendre et l'aptitude à imiter permettent de l'orienter vers l'apprentissage de mouvements très divers en faisant travailler l'imagination. Des activités sportives sont déjà ouvertes aux tout-petits et peuvent accueillir des enfants à partir de 4 ans. D'autres sports, notamment les sports collectifs, s'abordent plutôt entre 5 et 6 ans. Mais quelle que soit la discipline, elle doit rester adaptée aux capacités en cours de développement chez l'enfant. En particulier, chaque sport doit être abordé sous forme d'activité ludique.

## Le sport de 6 à 10 ans

Dans cette tranche d'âge, on cherche à élargir le répertoire des gestes et à améliorer la coordination motrice. Les enfants de cet âge sont capables d'effectuer facilement de nouveaux mouvements mais ont encore

du mal à maîtriser leur technique. La pratique simultanée de plusieurs disciplines favorise l'acquisition de gestes variés et complémentaires. Dans certains sports demandant une formation technique très complexe, comme la gymnastique ou le patinage artistique, l'entraînement vise déjà à affiner les gestes. Les moniteurs et les entraîneurs doivent trouver des exercices motivants et gratifiants afin de donner aux enfants le goût de persévérer lorsque les exercices deviennent plus difficiles.

## Le sport de 10 ans à la puberté

Les organes des sens et de l'équilibre arrivent à maturité, ce qui permet aux enfants d'aborder des gestes techniques complexes. Le désir d'apprendre et la capacité de concentration sont plus importants. Le goût de la compétition est plus marqué. Cette période est généralement considérée comme le premier âge d'or de l'apprentissage sportif. Les mouvements acquis restent « gravés » dans le corps pour toute la vie. À cet âge-là, il est donc essentiel d'apprendre les gestes qui préserveront l'appareil locomoteur et éviteront les problèmes d'os et de tendons. Si de mauvaises postures sont acquises pendant cette période, il sera difficile de les corriger plus tard.

## Le sport pendant la première phase de la puberté

Cette phase couvre la période 11-14 ans chez les filles, et 12-15 ans chez les garçons. La puberté et ses changements hormonaux entraînent des modifications physiques majeures qui influencent la pratique sportive. L'augmentation rapide du poids et de la taille donne au préadolescent un nouveau corps à découvrir. Ces variations de la force et du poids rendent les gestes moins

précis et moins coordonnés. L'entraîneur doit orienter son programme vers des exercices plus physiques que techniques, en travaillant les gestes acquis.

La maturité psychologique permet un entraînement plus complexe. Le préadolescent commence toutefois à remettre l'autorité en question et demande une participation plus active à son élaboration. L'entraîneur doit être vigilant aux modifications du comportement de ses élèves. C'est le temps des conflits et de la contestation. Le respect de leur autonomie, une plus grande responsabilisation, un règlement rapide des conflits et une attention aiguë portée aux attentes des jeunes sportifs sont essentiels pour préserver leur motivation et éviter l'abandon de la pratique pour cause de mésentente avec l'entraîneur.

## Le sport pendant la deuxième phase de la puberté

Chez les filles, elle se situe entre 14 et 18 ans et, chez les garçons, entre 15 et 19 ans. C'est le deuxième âge d'or de l'apprentissage sportif. La croissance en taille ralentit et la prise de poids continue : les proportions s'harmonisent et permettent à nouveau de travailler la coordination et la précision des gestes. L'état psychologique se stabilise, le sens de l'observation est plus aigu, ce qui permet un entraînement au meilleur niveau. La très grande augmentation des capacités physiques et de l'endurance peut autoriser un entraînement intense et soutenu.

## Quelle activité physique pour prévenir le surpoids chez l'enfant ?

On recommande aux enfants de pratiquer chaque jour une activité physique au moins équivalente à une demi-heure, voire une heure de marche rapide (voir tableau). Un entraînement intense une fois par semaine dans un club sportif ne suffit pas. L'enfant doit bouger au quotidien dans toutes ses activités telles que trajets, jeux, récréation. Cette activité physique régulière fait partie des bonnes habitudes qui se perpétueront à l'âge adulte.

Pour un enfant de douze ans, 30 minutes de marche rapide correspondent à...

45 minutes de promenade  
30 minutes de volley-ball  
18 à 20 minutes de basket-ball  
15 à 20 minutes de danse ou de gymnastique  
15 à 20 minutes de football  
45 minutes de promenade à vélo  
15 à 20 minutes de vélo à 20 km/h (pratique sportive)  
13 à 20 minutes de jeux avec course (chat perché, quatre coins)  
13 à 20 minutes de rollers  
18 à 30 minutes de natation à petit rythme  
13 à 16 minutes de natation à rythme soutenu



## Quand parle-t-on de retard de langage ?

Un retard de langage est diagnostiqué lorsque la capacité de l'enfant à parler demeure très nettement inférieure à celle des enfants de son âge et qu'aucune circonstance particulière ne peut expliquer ce retard. Entre deux et six ans, à l'âge où les enfants sont habituellement bavards, ces enfants ne parlent pas ou très peu.

## Quelles sont les causes d'un retard de langage ?

Les causes d'un retard de langage sont souvent multiples. Elles peuvent être liées à l'environnement de l'enfant, à des troubles de l'audition, à des maladies du cerveau pendant la grossesse ou les premiers mois, etc. En ce qui concerne l'environnement, deux cas de figure sont plus couramment rencontrés : un environnement peu stimulant où l'entourage parle peu avec l'enfant ou lui parle dans un langage de bébé ; les membres de la famille comprennent son jargon ou ses gestes et ne l'encouragent pas à s'exprimer correctement. Un environnement trop exigeant où, à l'inverse, l'entourage en demande trop à l'enfant et exige de lui une syntaxe et un vocabulaire trop avancés pour son âge et ses capacités. L'enfant, se sentant incapable de bien faire, se bloque et ne progresse plus par peur de l'échec.

## Le mutisme sélectif

La plupart des enfants souffrant de mutisme sélectif sont capables de parler, mais choisissent de ne le faire qu'avec un cercle restreint de personnes ou une seule personne. Le mutisme sélectif apparaît le plus souvent entre trois et cinq ans et touche autant les filles que les garçons. Ce trouble est généralement lié à des problèmes psychologiques ou des conflits dans la famille, et peut également traduire une dépression. Son traitement est de type psychothérapeutique, en séances individuelles ou avec les parents, voire en milieu scolaire avec l'aide du professeur des écoles.

## Que faire lors d'un retard de langage ?

Il faut consulter votre médecin, qui vous dirigera vers un spécialiste. Un retard de langage insuffisamment pris en charge peut se compliquer en dyslexie et en troubles de l'apprentissage en général. Une psychothérapie peut être mise en œuvre chez les enfants dont le retard de langage est lié à un désir de demeurer dans la petite enfance, ou à d'autres troubles affectifs. Les parents d'un enfant atteint d'un retard de langage peuvent l'aider en le stimulant du point de vue linguistique : répéter à l'aide d'une phrase construite ce que l'enfant vient de dire dans son jargon, jouer à des jeux de vocabulaire, lire avec lui, etc.

# Les bons réflexes pour apaiser sa peau sensible

Calmer les sensations d'inconfort, c'est possible. En évaluant la sensibilité de sa peau et en changeant ses habitudes de beauté au quotidien. Nos conseils.

## Une peau sensible est moins tolérante

Ça gratte, ça chauffe, ça brûle même... Mais notre peau est-elle sensible ? Irritable ? Allergique ? Difficile à dire. « La sensibilité cutanée est d'abord une affaire de ressenti, selon le Dr Didier Guerrero, dermatologue. On parle de picotements, d'inconfort ou de tiraillements plutôt que de symptômes visibles à l'œil nu. » D'un point de vue dermatologique, c'est surtout une peau dont le seuil de tolérance a baissé et qui réagit de manière excessive, c'est-à-dire plus rapidement et plus fortement que les autres.

« Si les personnes à peau fine et sèche s'en plaignent souvent, les peaux mixtes ou grasses peuvent, elles aussi, souffrir d'intolérance », poursuit le spécialiste. D'autant qu'on a fréquemment tendance à les décaper davantage... Cette hypersensibilité dérangerait plus de 50 % des femmes. Une étude BVA pour Boots Laboratoires montre même que 62 % des Européennes auraient une peau sensible ou déshydratée. Mais 55 % achèteraient des produits inadaptés ! Et toutes les parties du corps peuvent être touchées : le visage, mais aussi les mains, le cou ou le cuir chevelu.

## Identifier la (ou les) causes de cette sensibilité

Plusieurs facteurs peuvent déclencher cette hypersensibilité : le passage du chaud au froid, l'air sec, le soleil, le vent, la pollution... Mais aussi les déséquilibres hormonaux ou même psychologiques, comme le stress. Les mauvaises habitudes cosmétiques accentuent également ces réactions cutanées excessives. Si on ne peut pas éviter toutes les agressions extérieures, comme la pollution, la climatisation... on peut s'en protéger en utilisant des soins adaptés.

En période de crise, l'épiderme peut être tellement irrité qu'il devient difficile de l'hydrater, de se maquiller ou de se laver, car le contact de l'eau est insupportable. Dans ce cas, il vaut mieux consulter rapidement pour calmer le jeu et faire revenir sa peau à la normale.

## Évaluer sa sensibilité cutanée

C'est en partie pour nous inciter à renouer avec de meilleures réflexes beautés que les laboratoires Avène ont créé un outil, baptisé « Sensitivity Scale » (échelle de sensibilité). Il s'agit d'un questionnaire mis au point avec le concours du Pr Laurent Misery (chef du service de dermatologie du CHU de Brest), à retirer auprès de son pharmacien ou à télécharger sur son Smartphone. « Cette échelle de mesure a été mise en place après une étude sur 3 000 patients et permet d'évaluer soi-même la sensibilité de sa peau, explique Aymeric Jumeau, chef de produit chez Avène. Il suffit de noter, de 0 à 10, une dizaine de critères d'évaluation (rougeurs, picotements, tiraillements, sensations de chaleur ou de brûlure...) afin de connaître son niveau de sensibilité et d'essayer ensuite de la réduire. »

Conçue un peu comme un « journal de bord » de la peau, cette autoévaluation est à réaliser régulièrement, tous les quinze jours dans l'idéal, pour visualiser au mieux l'évolution des réactions cutanées avec le temps. Avec un objectif : adapter ses habitudes de soins au plus près des besoins de son épiderme.

## Mettre l'épiderme au repos

« Une fois le diagnostic réalisé en fonction du seuil de sensibilité, on mettra d'abord sa peau au repos, conseille le Dr Didier Guerrero. En élimi-



nant les produits qui pourraient altérer davantage l'épiderme. Car la peau sensible n'aime pas les formules trop détergentes, trop parfumées ou trop concentrées en substances irritantes », insiste le dermatologue. À bannir donc, les gommages trop abrasifs, des ingrédients agressifs tels que certains tensioactifs (produits décapants), les acides de fruits, les rétinoïdes (dérivés de la vitamine A). Mais aussi les atmosphères trop froides ou, à l'inverse, surchauffées.

Les spécialistes préconisent également d'adopter une hygiène ultradouce en remplaçant, par exemple, l'eau du robinet souvent calcaire, par une eau thermale aux vertus apaisantes et anti-irritantes pour le nettoyage du visage. À la longue, en prenant bien soin de sa peau, on peut tout à fait arriver à maintenir un équilibre.

## Choisir des produits mieux tolérés

Pour diminuer les réactions de la peau, on choisit des soins haute tolérance, donc sans parfums, sans colorants, sans conservateurs et sans alcool. Composés d'un minimum d'ingrédients, ils sont présentés de préférence dans des flacons « airless » (sans air) ou stériles qui limitent l'utilisation de conservateurs. « Côté formulation, on préfère les émoullients renforçant la barrière cutanée face aux agressions. Comme la glycérine, un ingrédient connu, et sur lequel la science dispose d'un recul suffisant », continue

Le Dr Guerrero. Mais aussi des actifs chargés de calmer les sensations d'échauffement ou d'irritations, tels que le cold cream, l'eau thermale...

Autre piste pour calmer les réactions cutanées : les soins qui bloquent la stimulation de certains récepteurs. En effet, lorsque l'épiderme subit un stress, le cerveau commande la libération de neuromédiateurs pro-inflammatoires qui lui permettent de répondre aux agressions, mais provoquent irritations et inconfort. En limitant la libération de substances impliquées dans cette « cascade inflammatoire », la peau réagit moins vivement et sa tolérance augmente.

## Calmer les rougeurs

Les rougeurs ne sont pas forcément un signe de peau sensible, mais elles peuvent être présentes... Cela commence souvent par les mêmes symptômes : inconfort, tiraillements, échauffement, mais cela finit par des rougeurs localisées sur les joues, le nez, le front ou le menton. Ces rougissements transitoires peuvent, avec le temps, former des plaques rouges permanentes. Pour les éviter, il faut limiter, là aussi, les facteurs aggravants : alcool, épices, boissons trop chaudes, tabac, rayons UV, variations brutales de température, stress... Et miser sur des soins qui contiennent des actifs qui agissent directement sur la microcirculation, par exemple des extraits de marron d'Inde ou de Centella asiatica.

## Des soins qui calment le feu

- **Masque apaisant** Une formule anti-inflammatoire à base d'extraits d'algues qui calme illico les sensations d'échauffement, tout en renforçant la barrière cutanée.

- **Lavant doux Enrichi** en eaux florales de rose et de laurier, ce lait nettoie les impuretés sans irriter. En plus, il apaise et hydrate la peau

- **Solution antirougeurs** Une eau micellaire dédiée aux peaux sensibles, qui nettoie poussières et fards sans frotter. Un actif breveté, le Rosactiv, réduit et prévient les rougeurs

- **Soin correcteur** Une formule teintée (ton clair ou moyen) qui contient aussi une protection solaire pour hydrater et redonner de l'éclat, tout en protégeant des UV. Hydratant teinté antirougeurs peaux sensibles et réactives

- **Haute tolérance** Un fluide minimaliste, sans conservateurs (en version normale ou riche), logé dans un tube complètement hermétique, avec un actif breveté anti-intolérance, la Parcérine. Crème peaux intolérantes

- **Fluide Spécial corps** Pour la peau sèche et sensible du corps, ce gel-fluide contient une haute concentration en agents apaisants (niacinamide), hydratants et relipidants (karité, glycérine et huile de canola), plus de l'eau thermale apaisante.

# L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE COLONIALE

Etude de Amar Belkhodja, chercheur en histoire

## III- La Djemaâ

Quand d'emblée, théoriciens et généraux de la conquête s'arrogent le droit de domination d'un peuple même s'il faut utiliser les méthodes de la barbarie et du génocide, répréhensibles par la morale universelle, c'est une contradiction, voire même une hérésie que ce même personnel politique, légataires compris, soutienne poursuivre une œuvre d'émancipation.

Le royaume arabe si cher à Napoléon III est un mirage. La Djemaâ du douar-commune, école de civisme, est une chimère. Les institutions coloniales ne sont en réalité que les moyens qu'il fallait concevoir pour asservir le peuple algérien. Ni la loi du 4 février 1919, ni le décret du 29 août 1945 ne parviendront à hisser la Djemaâ au rang que lui fixe une législation dont les promoteurs s'entendent toujours à « cacher le disque solaire à l'aide d'un tamis ».

En 115 ans de présence française, la campagne algérienne s'est complètement désagrégée et ne présente plus qu'une nuée de petits fellah qui ne parviennent plus à survivre d'une agriculture réduite à la micro-exploitation. Pendant que les chômeurs s'entassent dans les bidonvilles des principales agglomérations, pendant que le monde rural se débat pour la survie, acculé par un colon vorace, un caïd charognard et les famines, pendant que l'anéantissement des hommes et de leur patrie se poursuit, implacable, les fonctionnaires tant à Paris qu'à Alger, sont toujours hantés par cette Djemaâ qu'ils veulent édu-



quer à leur image. Vouloir coûte que coûte lui assigner un rôle de gestion des affaires du paysan qui n'a plus d'autres affaires à gérer que presser toujours davantage un hypothétique lopin de terre dans un pays ruiné par les cent seigneurs. Les textes, les réformes, les circulaires s'entassent et s'accroissent, versent carrément dans la désuétude. Mais l'administration coloniale ne perd pas pied, ni espoir. Cette fois-ci c'est le directeur des réformes qui revient à la charge. Le 19 mars 1947, il adresse une circulaire aux maires et administrateurs civils, les invitant à voir de plus près ce qui se passe dans les Djemaâs « qu'on s'attache trop exclusivement à utiliser pour assurer le contrôle des distributions du ravitaillement alors qu'il

conviendrait de les intéresser également (sic) à leurs attributions les plus importantes ». (Pour l'Algérie, Pour la France - 1956 p.69)

Dans un pays où les disettes répétitives viennent, comme un coup de grâce, terrasser les fellahs et les éleveurs dont les aïeux furent complètement spoliés, la distribution du ravitaillement profite uniquement aux caïds et leurs protégés. Ainsi, ils ruinent leurs semblables, les soumettent aux détresses les plus absolues, les livrent aux famines les plus humiliantes. Les pétitions des populations de Djelfa tombent sur le bureau du Gouverneur général. Elles demeurent souvent sans suite : « A chaque époque, le caïd profite des paiements des impôts pour nous retirer les cartes d'alimentation

comme caution pour ne nous les rendre que lorsque les impôts sont payés. Le même cas se produit lorsqu'il s'agit d'amendes infligées aux gens le plus souvent à la suite de son rapport incontestable. Ce procédé a mis beaucoup de familles dans une situation lamentable ; et bien des gens meurent de faim à la suite de ce procédé intolérable ». (Egalité du 27.9.1946).

Que peut donc assumer une Djemaâ made in colonialisme dans un pays où l'orge, le blé, l'huile, le café sont devenus des denrées rares. Le rationnement était devenu une institution. Par voie de conséquence, la Djemaâ, caïd en tête, se réservait pour la plupart du temps, à la distribution des vivres, d'où la prolifération tous les jours de ceux laissés pour compte. Le champion du mensonge, de la duplicité et de la mascarade, Marcel-Edmond Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie, dira lui aussi quelques mots, empreints d'un savoureux paternalisme, sur cette Djemaâ, devenue somme toute une obsession des gouvernants français : « Les Djemaâs élues doivent être regardées, dans cet esprit, comme des organismes dont la collaboration est précieuse. Il ne suffit pas de leur marquer de la considération. Il faut les consulter, non seulement dans les cas prévus par la loi, mais à toute occasion, les associer à notre œuvre, les convaincre et, à travers elles, convaincre les populations que leurs intérêts et les nôtres sont étroitement liés ». (Pour l'Algérie, Pour la France - 1956 p.83). A l'exception des rares assemblées conquises par le mou-

vement national, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la Djemaâ était dominée par les caïds et tous les « beni-gannar », féodaux perfides et méprisant leur propre peuple pour gagner la sympathie des nouveaux maîtres auxquels, ils vouaient totale fidélité et obéissance. Revenons toutefois à cette Djemaâ qui ne parviendra jamais à décoller sur le plan « civique et politique » ; ses promoteurs qui entendent poursuivre une grande œuvre d'émancipation et de civilisation, font un constat qui montre une situation complètement opposée au rêve colonial. Les Français, à la veille de l'insurrection de novembre 1954, auront livré un pays à une désolation indescriptible. Ils en parlent en ayant implicitement leur pitoyable échec d'une politique coloniale, mensongère à outrance : « Les musulmans de la commune mixte se trouvent à un stade où il serait prématuré d'accorder de nouvelles franchises municipales. Leur évolution est lente, et cela tient à ce que le nombre des analphabètes est encore élevé. Par surcroît, il existe chez les élus des Djemaâs un certain nombre d'illettrés en langue arabe qui n'ont aucune idée de ce que représente la gestion d'un douar... Les musulmans sont encore loin d'avoir acquis le sens des réalités, et il faudra bien des années pour les amener à examiner avec objectivité et désintéressement les problèmes qui se posent ». (L'Algérie du demi-siècle vue par les autorités locales - 1954- pp.201-202).

## IV - Le Centre municipal

Le démembrement de l'espace agricole, issu de la spoliation- confiscation, des lois scélérates - Sénatus-Consulte, loi Warnier - s'accompagne parallèlement d'une véritable destruction de la société algérienne. D'une part, elle est privée de ses authentiques représentants, c'est-à-dire d'une élite lettrée et guerrière toujours prête à faire cracher la poudre contre l'invasion des étrangers. De dignes et grandes familles périssent parce qu'elles avaient accepté de prendre la tête des soulèvements, non pas pour protéger des privilèges, mais pour mériter la confiance et l'honneur de leurs tribus qu'elles menèrent sur le terrain de bataille pour tenter de rejeter l'ennemi à la mer.

Ces grandes familles, quand elles ne sont pas décimées ou déportées, furent suppléées par les rejoneurs des « grandes tentes » connues pour leurs servitudes et le mercenariat dont elles ont fait montre pour plaie aux conquérants.

L'organisation administrative en Algérie vient sans cesse en prolongement de l'idée coloniale qui consiste à anéantir complètement la personnalité algérienne. Tout le long donc de la présence française, nous allons assister à la mise en place de structures locales destinées à administrer l'élément autochtone. La commune de plein exercice, reste la seule collectivité, sur laquelle tous les feux sont braqués, son activité étant dominée par l'élément français et dans l'intérêt de celui-ci.

La création des autres organismes administratifs, en même temps qu'elle se soucie de protéger les intérêts des colons et de la population française, elle vise évidemment à bien sceller un régime de terreur, de domination et de répression. Il s'agit de la commune mixte, des territoires militaires, que nous aborderons dans d'autres chapitres, de la Djemaâ que nous venons d'évoquer et enfin du centre municipal.

Le centre municipal, voilà encore une trouvaille de ces législateurs français qui, en définitive, livrent l'Algérie à un découpage administratif dont l'excentricité est surprenante et peut-être unique au monde. Nous avons vu par exemple que les Djemaâs des douars-communes sont tantôt rattachés à une commune de plein exercice soit à une commune mixte. Il résulte que les douars-communes qui couvrent généralement des populations d'un même statut seront confrontés à deux tutelles différentes qui fonctionnent de différentes manières. C'est une situation qui va donner lieu à un véritable imbroglio administratif, générateur de contradictions que les gestionnaires du système eux-mêmes n'arriveront pas à cerner. Jugons-en : « Jusqu'à une époque récente, la distribution en commune de pleine exercice de rations alimentaires supérieures à celles qui étaient servies en commune mixte représentait un attrait supplémentaire qui ne pouvait manquer d'influer les délibérations des Djemaâs ». (Pour l'Algérie,

Pour la France - 1956- p.26). Dans le même texte (circulaire du 6.11.1950 adressée par le Gouvernement général aux préfets), le rédacteur évoque d'autres paradoxes révélateurs de la déroute du droit administratif appliqué à un pays, comme on inocule des lésions à un cobaye de laboratoire : «... Les douars de commune mixte, supposés les moins évolués, seraient mieux équipés, progresseraient plus rapidement que les douars de commune de plein exercice qui, théoriquement, devraient être au même stade d'évolution que la formation administrative à laquelle ils appartiennent ». (Pour l'Algérie, Pour la France - 1956- p.29). Mais l'autorité administrative désire que l'évolution de la Djemaâ des douars-communes soit toujours lente. Par voie de conséquence l'institution est déclarée inapte à se transformer en commune à part entière, c'est-à-dire en commune de plein exercice type indigène ou plutôt en commune rurale tel qu'il est préconisé.

Ce n'est certainement pas que la Djemaâ est incapable d'assumer cette évolution mais c'est plutôt l'ordre colonial qui s'attelle à maintenir un statu-quo pour la pérennité de la domination, figeant la société dans l'immobilisme et la torpeur.

Le loup se déguise toujours en agneau pour mieux dévorer sa proie. Les supercheries administratives se multiplient pour justifier la présence d'une civilisation soucieuse de faire évoluer une société retardée.

Une autre structure viendra s'ajouter à une organisation administrative qui seule un régime de domination et d'oppression était capable d'inventer.

Il s'agit, comme souligné en titre de chapitre, du Centre Municipal, innové, lui, par un décret du 25 août 1937, nouveau cadre par lequel devait transiter le douar avant de se transformer en commune de plein exercice, un luxe qui ne profitera jamais à la Djemaâ qui souffre encore, dit-on, « d'une éducation civique imparfaite ».

C'est pour cette raison que les Français ont pris la juste précaution de créer le centre municipal destiné à absorber les douars les plus méritants et les plus émancipés. Comme d'ailleurs, les nouveaux règlements stipuleront que seuls les douars des communes mixtes prétendent progressivement à leur érection en centre municipaux. La réforme n'intègre pas les douars se trouvant en commune de plein exercice. Les commentateurs de la nouvelle législation rappellent que « les musulmans du second collège sont seuls électeurs à la Djemaâ du Centre Municipal », déplorant en même temps que « ceux appartenant au premier collège sont privés de toute participation à la gestion de leurs intérêts locaux ». La promulgation de textes de l'autorité coloniale, comme on le voit, va alimenter tous les jours la confusion et la contradiction.

A Suivre



# Sahara Occidental



**La Fondation USA-Sahara occidental plaide pour une date butoir d'un référendum**

La présidente de l'US-Western Sahara Foundation, M<sup>me</sup> Suzanne Scholte, considère que l'ONU devrait fixer une date butoir pour la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, au-delà de laquelle les Nations unies, en cas de non-respect de cette échéance, devraient contraindre le Maroc à se retirer des territoires sahraouis occupés.

Dans un entretien

accordé à l'APS, M<sup>me</sup> Scholte souligne que le problème sahraoui n'a que trop duré avec «l'occupation illégale» du Sahara occidental par le Maroc, alors que les Sahraouis ont fait confiance à l'ONU qui n'est toujours pas parvenue à organiser le référendum d'autodétermination qu'elle avait, pourtant, promis au peuple sahraoui depuis plus d'une vingtaine d'années.

Abordant la ques-

tion cruciale des droits de l'homme, la présidente de cette fondation s'est dite «tellement fière d'être une Américaine» lorsque les Etats-Unis avaient proposé, en avril dernier, un projet de résolution au Conseil de sécurité pour l'introduction d'un mécanisme des droits de l'homme au sein de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso).

## Le Maroc a reçu «un véritable camouflet» au Parlement européen

Le Coordinateur de la Plateforme de solidarité avec le peuple du Sahara occidental, Jean Paul Lemarec considère que malgré «des relais» dont il dispose sur le plan européen, le Maroc a reçu «un véritable camouflet» au Parlement européen (PE) lorsque celui a adopté un rapport qui réaffirme «le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination».

«Le PE a résisté aux pressions des autorités marocaines pour édulcorer le rapport Tannock adopté récemment par la commission des Affaires étrangères et confirmé ses précédentes résolutions de 2012 et 2013 en réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, un droit de l'homme fondamental», a déclaré Jean-Paul Lemarec hier dans un entretien accordé à l'APS.

Ce rapport, a-t-il dit, qui a dénoncé «les violations des droits de l'homme en mettant l'accent sur les violations dont sont victimes les femmes sahraouies, se manifestant notamment par du harcèlement et des violences sexuelles», est aussi «un message clair adressé au Maroc pour qu'il respecte ses engagements et la légalité internationale fondée sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui». «Après avoir demandé le respect de la liberté d'association, de la liberté d'expression et du droit de manifester pacifiquement, il a demandé au Maroc de libérer immédiatement tous les prisonniers politiques sahraouis», a-t-il ajouté.

Jean Paul Lemarec affirme que La Plateforme de solidarité avec le peuple du Sahara occidental «se félicite» de l'adoption de ce rapport, qu'il considère comme «une réponse du PE à la violente répression quelques jours plus tôt des manifestations pacifiques de la population sahraouie des territoires occupés au moment de la visite de Christopher Ross, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU».

**Le rapport Tannock: «un point d'appui» pour le mouvement de solidarité avec la cause sahraouie.**

Il constitue également, a-t-il poursuivi, «un point d'appui» pour le mouvement de solidarité avec la cause sahraouie, en France comme en Europe, soulignant que la Plateforme l'a utilisé pour informer et sensibiliser la population française sur la réalité du Sahara Occidental au cours des rassemblements organisés à Paris ces dernières semaines pour commémorer les événements de Gdeim Izik d'octobre-novembre 2010.

Il a indiqué également que dans la période à venir, La Plateforme ne manquera pas de relayer les analyses et recommandations du rapport auprès des gouvernements, des autorités européennes et des instances mais aussi auprès des principaux médias français «qui font trop souvent preuve de complaisance à l'égard du Maroc et qui dressent un mur du silence devant la question sahraouie». Ce rapport est «le contrepied de la position du gouvernement français qui continue de vanter les progrès du Maroc en matière de droits de l'homme, a alors estimé le coordinateur de la Plateforme, qualifiant cette attitude de «véritable déni de la réalité vécue par les Sahraouis mais aussi par les Marocains victimes de la répression (défenseurs des droits de l'homme, étudiants, journalistes)». Jean-Paul Lemarec a affirmé par

ailleurs que l'extension du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), à la surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental «est une des principales revendications» de la Plateforme.

Chaque année, a-t-il dit, avant l'adoption en avril de la résolution sur le Sahara occidental par le Conseil de sécurité de l'ONU, «nous organisons des manifestations, nous adressons des courriers aux Etats membres du Conseil de sécurité, nous rencontrons les autorités françaises et européennes».

«En avril 2013, nous avons enregistré une avancée avec la proposition des Etats-Unis d'élargir le mandat de la Minurso aux droits de l'homme. Mais, le gouvernement français, qui a relayé une fois de plus les thèses marocaines, a réussi à entraîner d'autres membres du Conseil et contribué à l'échec de la proposition des Etats-Unis», a rappelé Jean-Paul Lemarec.

### Installation d'un mécanisme international des droits de l'homme

«Le rapport du PE va nous aider dans notre action pour l'instauration d'un mécanisme international des droits de l'homme, dans le cadre de la Minurso ou indépendant, pour la surveillance des droits de l'homme et la protection de la population sahraouie contre la répression», a-t-il dit, annonçant que ce sera un des axes principaux des actions de la Plateforme en 2014, notamment auprès du gouvernement français.

Jean-Paul Lemarec est par ailleurs revenu sur l'initiative de l'intergroupe parlementaire «Paix pour le peuple sahraoui», où 94 parlementaires de plusieurs pays et groupes politiques ont déposé un amendement au rapport Tannock jugeant «illégal» l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental, y compris l'accord de pêche entre l'Union européenne (UE) et le Maroc.

Il affirme ainsi qu'il n'est pas «surpris» par le rejet de cet amendement, car, dit-il, «certains parlementaires, qui reconnaissent les atteintes aux droits de l'homme, sont sensibles aux pressions des gouvernements, notamment espagnol et français, qui mettent en avant les intérêts économiques, commerciaux et financiers», considérant cependant que «la bataille n'est pas perdue pour autant!». «Dans la mesure où l'accord de pêche UE-Maroc sera discuté et voté à la session plénière du Parlement européen de décembre et en liaison avec l'intergroupe parlementaire, nous allons intensifier nos démarches auprès des députés européens en mettant l'accent sur l'illégalité de cet accord qui inclut les eaux territoriales sahraouies», a-t-il dit, assurant que les gouvernements des Etats membres de l'UE seront interpellés «pour élargir le front des opposants qui s'est déjà exprimé pour les précédents accords». «Nous avons déjà alerté les ministres français de la Pêche et des Affaires européennes sur cette question et comptons maintenir la pression jusqu'à la décision finale», a affirmé Jean-Paul Lemarec, soulignant que «rien n'est joué» avant de poursuivre : «Nous pouvons encore obtenir le rejet de l'accord comme nous avons contribué à empêcher en décembre 2011 la prolongation du précédent accord».

## Le Maroc tente de couper le lien entre le Front Polisario et le peuple sahraoui

Le Maroc tente vaillamment que vaillamment de couper le lien fort qui lie le Front Polisario au peuple sahraoui, a déclaré le ministre sahraoui des Territoires occupés et des communautés, Mohamed El-wali Akik, dans un entretien accordé à l'APS.

«Le Maroc tente vaillamment que vaillamment de couper le lien fort qui lie le Front Polisario au peuple sahraoui et utilise d'autres moyens de répression que militaires et ceux classiquement privilégiés» en vue de mettre à genoux la population sahraouie qui revendique son droit à l'indépendance et à la dignité», a affirmé Mohamed El-wali Akik.

Le premier responsable du secteur, en charge du suivi de la situation des Sahraouis dans les territoires occupés et à l'étranger, évoque, entre autres méthodes recourues par le Maroc, le fait «de manipuler le nombre des Sahraouis en vue de perturber le corps électoral».

Il cite, à ce propos, les multiples formes de répression policière des libertés individuelles et collectives dont celles d'empêcher les Sahraouis à «revendiquer pacifiquement» le libre choix de leur destinée.

Pour le ministre sahraoui, la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés «n'est plus un secret» tant le Maroc est de plus en plus «accablé» par les rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'homme et autres associations de solidarité avec le peuple sahraoui qui font état de violations «dans tous les domaines».

Il a mis l'accent à ce sujet les discriminations multiformes auxquelles sont confrontés les Sahraouis des territoires occupés, s'agissant du droit à l'éducation, aux soins et au travail notamment.

«En 40 ans d'occupation, seul un médecin sahraoui a été formé par ses propres moyens, alors que nous comptons 300 médecins et autres personnels de la santé instruits dans les camps des réfugiés», a-t-il précisé.

### Un seul médecin sahraoui formé en 40 ans d'occupation

Mohamed El-wali Akik évoque, en outre, une autre privation vécue plus particulièrement par les détenus politiques sahraouis: la difficulté d'accès au courrier qui leur est destiné et les intimidations auxquelles sont soumis leurs proches lors des visites.

«Les Sahraouis peuvent accéder à tous les droits à condition d'afficher leur adhésion au projet marocain d'autonomie. Pour les chômeurs, il est délivré une carte qui leur ouvre droit à une pension, mais qui est tributaire de leur assujettissement au projet défendu par le Maroc», a-t-il mentionné.

Le représentant du gouvernement sahraoui déplore le «soutien inébranlable» de la France pour le Maroc, lequel a été, rappelle-t-il, à l'origine du blocage du vote de la proposition d'élargissement du mandat de la Minurso à la protection des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Il en est de même s'agissant de la position de l'Espagne officielle, laquelle est «vacillante», qu'elle soit dans l'opposition ou au pouvoir: «En réalité, les politiques ne font semblant de soutenir notre cause que sous la pression de leur société civile et des organisations qui nous sont acquies, mais au final, ils s'alignent sur la position dominante qui est favorable au Maroc», a-t-il souligné. «Il est temps que les Nations unies tiennent compte des violations humaines de plus en plus répertoriées par les organisations internationales, même l'Union africaine s'est prononcée contre ces atteintes qui démontrent à quel point le Maroc est l'un des principaux pays qui ne respectent pas les principes universels élémentaires et qui, de surcroît, a été élu au Conseil des droits de l'homme de l'ONU», déplore le ministre sahraoui. Il a relevé que le Maroc «fait preuve d'une grande agitation face aux multiples dénonciations internationales dont il est accusé». Il en veut pour preuve la campagne menée contre l'Algérie pour «détourner l'attention de l'opinion locale et internationale de ses attitudes répressives dans les territoires occupés». Pour les besoins de la propagande étrangère, soutient Mohamed El-wali Akik, le Royaume s'emploie à «présenter une belle vitrine composée des valeurs de démocratie et de libertés, alors qu'au plan interne, il se comporte comme une dictature et un régime policier, ce qui le place dans une incroyable contradiction».

Le ministre sahraoui estime, par conséquent, que le «défi essentiel» du Front Polisario consiste à «briser l'état qui encercle les Sahraouis des territoires occupés afin que l'opinion internationale prenne connaissance de leur endurance et de leurs privations». «En dépit de toutes les pressions exercées sur eux, les Sahraouis des territoires occupés sont convaincus que quelle que soit la répression qui s'abat sur eux, ils ne pourront jamais accepter de vivre sous la tutelle marocaine», observe le ministre sahraoui, notant que le projet de développement du sud du Maroc ne peut «leur» personne, encore moins ses concitoyens considérés par le Royaume comme des citoyens de seconde zone». «Les Sahraouis savent que ce ne sont que des promesses creuses et leur seule revendication est de reconquérir leur territoire et d'y vivre librement», conclut Mohamed El-wali Akik.

APS

A U 3<sup>E</sup> S O M M E T A F R O - A R A B ELUTTE CONTRE  
LE TERRORISME:**Le projet de  
déclaration du Sommet  
arabo-africain  
souligne l'importance  
de renforcer la  
coopération**

Le projet de déclaration du 3<sup>e</sup> Sommet arabo-africain ouvert hier au Koweït, souligne l'importance de renforcer la coopération et la coordination entre les pays africains et arabes dans la lutte contre le terrorisme, condamnant fermement le terrorisme et le trafic illicite sous toutes ses formes.

Le projet de déclaration en cours d'examen actuellement lors des travaux du sommet met l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération entre les deux régions dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, notamment le paiement de rançon aux terroristes et la lutte contre la criminalité transnationale, pour soutenir davantage les efforts à cet égard, tel que proposé par l'Algérie.

Ce projet condamne fermement le terrorisme et le trafic illicite sous toutes ses formes en Afrique et dans la région arabe, en particulier dans la région sahélo-saharienne comme en témoigne la grave crise au Mali et demande aux pays africains et arabes de soutenir la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel.

Les dirigeants arabes et africains réaffirment, dans ce document, leur engagement pour une réforme globale du Système des Nations-unies, en particulier du Conseil de sécurité, afin qu'il reflète les réalités internationales actuelles et qu'il soit plus représentatif, équilibré, plus démocratique, plus efficace et équitable, demandant aux deux parties de coordonner leurs positions à cet égard, en tenant compte du Consensus d'Ezulmini de l'Union africaine et des résolutions pertinentes de la Ligue des Etats arabes.

S'agissant de la coopération économique, le projet de déclaration souligne la nécessité pour les deux ensembles de favoriser et faciliter l'investissement, réaffirmant l'importance d'augmenter le volume des échanges et les flux d'investissements entre les deux régions et d'appuyer les initiatives en cours en faveur du développement industriel. Le projet de déclaration de Koweït insiste sur la coordination des positions dans les négociations multilatérales et la collaboration entre les deux régions afin de parvenir à des résultats équilibrés à la neuvième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) prévue début décembre à Bali (Indonésie) éventuellement en ce qui concerne la facilitation du commerce, l'agriculture et un ensemble de mesures acceptables pour les pays les moins avancés, ainsi que des dispositions de traitement spécial et différentiel en faveur des pays en développement. Le document appelle au renforcement du Forum économique Afrique-Monde arabe pour renforcer le rôle et la participation du secteur privé et des organisations de la société civile des deux régions dans le processus de partenariat, invitant les institutions financières africaines et arabes, ainsi que d'autres parties prenantes pertinentes, notamment le secteur privé et la société civile à appuyer l'accélération du commerce interrégional Afrique-Monde arabe, conformément au plan d'action conjoint 2011-2016. Les dirigeants arabes et africains demandent à la Commission de l'Union africaine et au secrétariat général de la Ligue des Etats arabes ainsi qu'aux institutions financières existantes des deux régions de mettre en place un groupe de travail pour coordonner leurs efforts dans la mise en œuvre du plan d'action conjoint Afrique-monde arabe et d'autres projets. Les dirigeants des deux ensembles appuient l'organisation de la foire Afrique-Monde arabe tous les deux ans alternativement en Afrique et dans les régions arabes et entreprendre d'autres activités de promotion du commerce et encourager le secteur public et privé des deux régions à participer activement à la préparation et à l'organisation de tels événements.

**L'Algérie présentera  
quatre  
propositions pour adoption****Soutenue par les Etats membres de l'Union  
africaine, l'Algérie présentera quatre  
propositions au 3<sup>e</sup> Sommet afro-arabe pour  
adoption, a-t-on appris hier auprès d'une  
source proche de la délégation algérienne.**

Ces propositions portent sur «la criminalisation du paiement des rançons aux groupes terroristes, la reconnaissance de la jonction, maintes fois prouvée, entre la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogue et le terrorisme, et l'obligation de développer la coopération dans la lutte contre ces fléaux», précise la même source à l'APS.

Il serait également «important de condamner fermement la piraterie, tant dans le golfe de Guinée que non loin des côtes somaliennes», a-t-elle ajouté.

Selon la même source, six projets de ré-

solutions du Conseil économique et social (CES) de la Ligue des Etats arabes, examinés lors de sa 92<sup>e</sup> session tenue au Caire du 8 au 12 septembre dernier sont recommandées au 3<sup>e</sup> Sommet afro-arabe pour adoption. Il s'agit de projets portant sur le développement de la coopération afro-arabe dans les domaines du commerce, du transport, des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et de l'agriculture.

Ces projets de résolutions portent sur la création d'un groupe de travail pour préparer le lancement de la zone de libre échange afro-arabe

et pour élaborer des projets conjoints dans les domaines du commerce et de l'investissement. Ils portent également sur la nécessité de développer la circulation par voie aérienne, maritime et terrestre entre les deux régions, de faciliter les relations économiques, sociales et culturelles, la création d'un groupe d'experts conjoint dans le domaine de l'électricité pour déterminer les priorités et de lancer la chambre afro-arabe de commerce et d'industrie. Un autre projet de résolution sur les résultats du forum économique afro-arabe tenu les 11 et 12 novembre sera présenté au sommet.

**M. Bensalah  
s'entretient au  
Koweït avec le  
président  
mauritanien et  
le vice-  
président des  
Seychelles ...**

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, s'est entretenu hier à Koweït City avec le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz et avec le vice-président de la République des Seychelles, Danny Faure.

Les entretiens se sont déroulés en marge des travaux du 3<sup>e</sup> Sommet afro-arabe et ont permis un échange de vues sur les questions à l'ordre du jour de cette manifestation et sur les questions d'intérêt commun.

M. Bensalah, désigné par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour le représenter à ce sommet afro-arabe, est arrivé lundi à Koweït City. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport par l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah al Ahmed al Jaber al Sabah.

**... et City avec  
le vice-  
président  
irakien**

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah s'est entretenu hier à Koweït City avec le vice-président irakien, Khoudayr Al Khuzayf.

L'entretien s'est déroulé en marge des travaux du 3<sup>e</sup> Sommet afro-arabe dont les travaux se poursuivent et prendront fin aujourd'hui avec l'adoption de la déclaration dite déclaration de Koweït. Les deux parties ont abordé les questions d'intérêt commun.

M. Bensalah est arrivé lundi au Koweït pour représenter le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux travaux du 3<sup>e</sup> sommet afro-arabe.

**Un milliard de dollars de crédits bonifiés  
sera accordé aux pays africains**

Des crédits bonifiés d'un montant d'un milliard de dollars seront accordés, sur les cinq prochaines années, aux pays africains par le Fonds koweïtien de développement économique, a annoncé hier à l'ouverture des travaux du 3<sup>e</sup> sommet afro-arabe, l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah Al Ahmed Al Jaber Al Sabah.

En annonçant que «le Fonds koweïtien de développement économique soutient les projets visant à renforcer le développement économique des pays africains», l'Emir de l'Etat de Koweït a précisé à l'ouverture des travaux du sommet avoir «donné des instructions aux responsables du Fonds pour accorder des prêts bonifiés d'un montant d'un milliard de dollars, sur les

cinq prochaines années, aux pays africains». L'initiative de Cheikh Sabah Al Ahmed Al Jaber Al Sabah s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par les dirigeants des deux ensembles afin de trouver les financements nécessaires pour la mise en œuvre du plan d'action conjoint (PAC) 2011- 2016, adopté à l'issue des travaux du 2<sup>e</sup> Sommet afro-arabe de Syrte (Libye, 2010).

La déclaration adoptée à l'issue de ce sommet avait appelé à l'organisation d'une conférence de donateurs pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du PAC, mais cette conférence ne s'est toujours pas tenue. La déclaration de Syrte avait également souligné la nécessité de créer une chambre de com-

merce et d'industrie Afrique- monde arabe, et de créer des comités d'ambassadeurs africains et arabes dans différentes capitales en vue de faciliter la concertation. Toutefois, à ce jour, aucune des décisions du 2<sup>e</sup> Sommet afro-arabe n'a été mise en œuvre.

La situation sécuritaire et les graves crises politiques et sécuritaires qui continuent de sévir dans de nombreux pays arabes n'ont pas permis, en particulier à la Libye, présidente en exercice, de donner l'impulsion nécessaire à la réalisation des décisions adoptées à Syrte. L'Emir du Koweït a annoncé également l'instauration d'un prix annuel d'un montant d'un million de dollars consacré à la recherche et au développement en Afrique.



## Liban:

## Les attaques devant l'ambassade d'Iran sont un «double attentat suicide»

Les attaques qui ont fait plus de 20 morts hier devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth sont un «double attentat suicide», a annoncé l'armée libanaise.

«La première explosion est due à un kamikaze qui conduisait une moto et s'est fait exploser, la deuxième est due à

un autre kamikaze, conduisant un 4x4 et qui s'est fait exploser lui aussi», a indiqué l'armée dans un communiqué. Au moins 23 personnes, dont le conseiller culturel iranien, ont été tuées et près de 150 blessées dans un double attentat perpétré devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth. Parmi

les morts, figure cheikh Ibrahim Ansari, conseiller culturel de l'ambassade, de nationalité iranienne, a affirmé une source officielle libanaise. Selon une source au ministère libanais des Affaires étrangères, l'ambassadeur d'Iran Ghanadfar Rokan Abadi est sain et sauf.



## L'Iran accuse Israël d'être responsable de l'attentat de Beyrouth

L'Iran a accusé Israël d'être responsable du double attentat meurtrier perpétré hier contre l'ambassade iranienne à Beyrouth qui a fait au moins 22 morts dont le conseiller culturel iranien.

«L'acte terroriste perpétré devant l'ambassade iranienne est un crime inhumain et haineux des sionistes et de leurs mercenaires», a

déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Marzieh Afkham, cité par la presse, confirmant qu'un diplomate iranien avait été tué dans l'attentat.

Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, a condamné ce double attentat, le qualifiant d'«acte terroriste», et il a dit que l'objectif de cet attentat est de déstabi-

liser le Liban.

Au moins 22 personnes, dont le conseiller culturel iranien, ont été tuées et près de 150 blessées dans cette attaque, selon un bilan provisoire fourni par le ministre de la Santé, Ali Hassan Khalil, qui a appelé tous les hôpitaux proches de la région à ouvrir leurs portes à toutes les personnes blessées.

## L'Iran rejette les accusations «sans fondement» sur l'existence d'un site nucléaire secret

L'Iran a rejeté hier les accusations «sans fondement» de l'opposition en exil sur des activités nucléaires dans un site militaire secret, rapporte l'agence officielle Irna.

«Les remarques sans fondement concernant l'existence d'installations nucléaires en Iran (...) sont rejetées avec force», a déclaré le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Behrouz Kamalvand, cité par Irna. Le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) a affirmé lundi disposer d'informations sur un nouveau site secret du programme nucléaire iranien, dont le nom de code est «012» et situé près de

la ville de Mobarakeh, chef-lieu de la province du même nom dans le centre de l'Iran.

Selon l'opposition basée en France, ce site a été «construit en toute clandestinité et dissimulé dans une vaste zone militaire».

Cette annonce intervient avant une nouvelle réunion prévue aujourd'hui à Genève entre les grandes puissances et l'Iran pour tenter de finaliser un premier accord sur le programme nucléaire iranien, après d'intenses négociations inabouties il y a 10 jours.

Le porte-parole de l'OIEA a accusé l'opposition de tenter d'influencer l'atmosphère positive entourant ces discussions.

## POSSIBLE ESPIONNAGE DE L'INDONÉSIE: Pas d'excuses de Canberra

L'Australie n'a pas présenté d'excuses et a appelé à maintenir des relations proches et fortes avec l'Indonésie hier, malgré des allégations d'espionnage qui ont suscité la colère de Jakarta.

L'Indonésie a rappelé lundi son ambassadeur en Australie, à la suite d'informations de presse selon lesquelles Canberra aurait tenté de placer sur écoute le téléphone portable du président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, ainsi que ceux de sa femme et de membres du gouvernement.

L'Indonésie s'est déclarée «sidérée» par les documents émanant de l'ex-consulant du renseignement américain Edward Snowden obtenus par l'Australian Broadcasting Corporation et le quotidien *The Guardian*, et a souhaité revoir toute sa coopération avec Can-

berra. Le Premier ministre australien Tony Abbott a refusé de dire s'il prévoyait de contacter M. Yudhoyono directement pour lui présenter des explications ou des excuses.

«Je ne vais simplement rien faire ou dire qui pourrait endommager notre grande amitié et notre forte coopération avec l'Indonésie, je ne vais simplement pas aborder des sujets liés à l'espionnage», a-t-il déclaré à la presse.

«La vérité c'est que nous avons une très bonne relation avec l'Indonésie», a-t-il déclaré, admettant qu'«évidemment, aujourd'hui n'est peut-être pas le meilleur jour de cette relation».

Selon les documents en question, les services de renseignement australiens auraient tenté d'écouter le téléphone portable du président indonésien pendant deux semaines

en août 2009, peu après un attentat islamiste qui avait fait neuf morts, dont les deux kamikazes. Kevin Rudd était alors Premier ministre de l'Australie.

Lundi, le ministre indonésien des Affaires étrangères, Marty Natalegawa a qualifié l'espionnage présumé d'«acte inamical et inapproprié entre deux partenaires stratégiques», menaçant de «répercussions très graves» sur les relations bilatérales si cela était confirmé.

L'Indonésie avait convoqué l'ambassadeur d'Australie début novembre en raison de premières informations de presse selon lesquelles la mission australienne à Jakarta aurait abrité un système d'interception dans le cadre du vaste programme d'espionnage américain révélé par les documents Snowden.

## FUSILLADE AU SIÈGE DU JOURNAL LIBÉRATION «Une attaque répugnante»

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a qualifié d'«attaque répugnante» la fusillade qui a ciblé lundi le siège du quotidien français *Libération* où un homme armé d'un fusil à pompe a ouvert le feu à deux reprises avant de prendre la fuite.

«Qu'un individu s'en prenne à une rédaction avec une arme à feu et tire à vue est tout simplement répugnant», a déclaré Christophe Deloire, secrétaire général de RSF dans un communiqué.

«Au nom de Reporters sans frontières, j'exprime notre profonde consternation et notre solidarité avec les équipes de *Libération* et de NextradioTV victimes de ces actes d'une violence inouïe», a-t-il ajouté.

«Nous comptons sur les forces de police pour arrêter au plus vite le ou les auteurs de ces agressions, pour éviter que deux actions criminelles ne deviennent une série noire de plus en plus tragique», a-t-il dit.

Un homme armé d'un fusil à pompe s'est introduit au siège parisien du journal *Libération* dans la matinée et a ouvert le feu à au moins deux reprises, avant de s'enfuir, blessant un assistant photographe du quotidien dont le pronostic vital semble engagé.

Cet acte survient après l'attaque perpétrée vendredi dernier au matin dans les locaux de NextradioTV, où un homme armé avait menacé un des rédacteurs de la chaîne BFM TV, en lui lançant après avoir éjecté deux cartouches de son fusil à pompe: «La prochaine fois, je ne vous raterai pas», selon une source proche de l'enquête.

Un périmètre de sécurité a été dressé autour du siège de *Libération* dont l'accès est bouclé. La brigade criminelle de la police judiciaire parisienne a été saisie de l'affaire.

Le président François Hollande a demandé au ministre de l'Intérieur Manuel Valls de «mobiliser tous les moyens pour arrêter l'auteur des coups de feu», a annoncé l'Elysée dans un communiqué.

## Hollande insiste sur l'arrêt de la colonisation israélienne en Palestine et appelle à un règlement à deux Etats

Le président français François Hollande a insisté lundi, lors d'une visite à El-Qods occupée, sur la nécessité de l'arrêt de la colonisation israélienne en Palestine, et appelé au règlement du conflit israélo-palestinien par la solution à deux Etats.

«La colonisation doit cesser car elle compromet la solution des deux Etats», a affirmé M. Hollande, à l'intention du gouvernement israélien.

«La position de la France est connue. C'est un règlement négocié pour que les Etats d'Israël et de Palestine, ayant tous deux Jérusalem pour capitale, puissent coexister en paix et en sécurité», a déclaré M. Hollande dans un discours à la Knesset, le Parlement israélien.

Il a également appelé le président palestinien Mahmoud Abbas, qui l'a reçu auparavant à Ramallah en Cisjordanie occupée, à consentir à des «efforts» pour une solution consensuelle à la question des réfugiés palestiniens.

APS

## SYRIE: L'opposition a besoin d'une plateforme constructive

L'opposition syrienne n'a pas de plateforme constructive unifiée susceptible de réunir tous les groupes anti-Assad en vue de la participation à la conférence de Genève, a déclaré hier le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

«Le problème consiste en l'absence de plateforme constructive qui pourrait réunir tous les opposants anti-Assad. Il existe l'opposition intérieure qui, à la différence de l'opposition extérieure représentée par la Coalition, dispose d'un programme documenté qui prévoit de préserver la Syrie.

Il est important de se réunir sur une telle plateforme», a indiqué le chef de la diplomatie russe dans une interview accordée au quotidien *Nevzavissimaya Gazeta*.

Toujours selon lui, à l'approche de la conférence dite Genève-2, il faut œuvrer pour que l'opposition syrienne y soit représentée par une délégation unifiée.

«Et si l'on n'y parvient pas, il faudra assurer la présence adéquate de tout l'éventail des forces syriennes à la conférence», a ajouté M. Lavrov.

L'opposition syrienne vient d'annoncer son accord de participer à la conférence internationale de paix dite Genève-2 à condition que le président Bachar el-Assad remette ses pouvoirs et annonce son retrait de la vie politique du pays. En revanche, le gouvernement syrien exclut tout départ de M. Assad.

## Programme du mercredi 20 novembre 2013

TF1

06h48 Magazine jeunesseTFou  
11h10 Série dramatiqueAu nom de la vérité  
11h40 Série réalisteMon histoire vraie  
11h55 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre  
12h00 JeuLes douze coups de midi  
12h50 Magazine sportifL'affiche du jour  
13h00 Journal  
13h45 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre  
13h50 Météo  
13h55 Téléfilm sentimentalJoséphine, ange gardien7  
15h30 Série humoristiquePep's  
16h35 TéléréalitéQuatre mariages pour une lune de miel  
17h25 JeuBienvenue chez nous  
18h20 JeuUne famille en or  
19h05 JeuLe juste prix  
19h55 Météo  
20h00 Journal  
20h35 Magazine scientifiqueDes inventions et des hommes  
20h37 Météo  
20h40 Série humoristiqueNos chers voisins  
20h45 Divertissement-humourC'est Cante-loup  
20h50 Série policièreEsprits criminels77Inédit  
21h35 Série policièreEsprits criminels77  
22h30 Série policièreEsprits criminels77  
23h20 Série hospitalièreDr House777

2

08h00 Journal  
08h10 Magazine de servicesTélématin (suite)  
09h05 Magazine littéraireDans quelle catégorie  
09h10 Feuilleton sentimentalDes jours et des vies  
09h35 Feuilleton sentimentalAmour, gloire et beauté  
10h00 Magazine de sociétéC'est au programme  
10h55 Météo outremer  
11h00 JeuMotus  
11h30 JeuLes Z'amours  
12h00 JeuTout le monde veut prendre sa place  
12h55 Météo 2  
13h00 Journal  
13h50 Série humoristiqueVestiaires  
13h54 Météo 2  
13h55 Magazine du consommateurConsomag  
14h00 Magazine de sociétéToute une histoire  
15h45 Magazine de servicesComment ça va bien !  
16h55 Magazine culinaireDans la peau d'un chef  
17h40 MultisportsCôté Match  
17h50 Talk showJusqu'ici tout va bien  
18h50 JeuN'oubliez pas les paroles  
19h20 JeuN'oubliez pas les paroles  
19h45 Série humoristiqueParents mode d'emploi  
19h55 Météo 2  
20h00 Journal  
20h40 LoterieTirage du Loto  
20h42 Magazine de découvertesParis en plus grand  
20h43 Magazine musicalAlcaline l'instant  
20h44 Météo 2  
20h45 Série humoristiqueFais pas ci, fais pas ça777Inédit  
21h40 Série humoristiqueFais pas ci, fais pas ça777  
22h20 Magazine sportifImage du jour : Rugby test match  
22h30 Magazine de sociétéUn jour, un destin777  
23h55 Magazine du cinémaPlein 2 ciné

3

07h40 Série d'animationNinjabo  
08h04 Film d'animationScooby-Doo et les vampires7  
09h21 Dessin animéLes Dalton  
09h28 Dessin animéLes Dalton  
09h40 Dessin animéLes Dalton  
09h48 Dessin animéLes Dalton  
10h00 Dessin animéLes Dalton

10h07 Dessin animéLes Dalton  
10h20 Dessin animéLes lapins crétiens : invasion  
10h27 Série d'animationLes as de la jungle  
10h35 Edition de l'outre-mer  
10h45 Magazine du consommateurConso-mag  
10h50 Magazine régionalMidi en France  
11h55 Météo  
12h00 12/13 : Journal régional  
12h25 12/13 : Journal national  
12h55 Magazine de découvertesMétéo à la carte  
13h45 LoterieKeno  
13h55 Série policièreUn cas pour deux  
14h55 DébatQuestions au gouvernement  
16h10 JeuDes chiffres et des lettres  
16h50 JeuHarry  
17h20 Magazine littéraireUn livre, un jour  
17h30 JeuSlam  
18h10 JeuQuestions pour un champion  
19h00 19/20 : Journal régional  
19h18 19/20 : Edition locale  
19h30 19/20 : Journal national  
19h58 Météo  
20h00 Magazine sportifTout le sport  
20h15 Feuilleton réalistePlus belle la vie  
20h45 CultureLe grand tour77Inédit  
22h45 Météo  
22h48 Magazine culturelParlons passion  
22h50 Grand Soir 3  
23h50 DivertissementLes chansons d'abord

CANAL+

07h55 Divertissement-humourLes Guignols de l'info  
08h08 La météo  
08h10 DivertissementZapping  
08h15 Série d'animationLes Simpson  
08h40 Film d'animationCars 2777  
10h20 Série marionnettesGorg et Lala  
10h30 DivertissementLa semaine de Gaspard Proust  
10h40 Téléfilm dramatiqueLa vie selon Gus Orviston  
12h20 Magazine d'actualitéLa nouvelle édition  
12h45 Magazine d'actualitéLa nouvelle édition, 2e partie  
14h00 DrameCornouaille77  
15h35 Court métrageInsolation  
15h40 Magazine de la modeHabillé(e)s pour l'été  
16h35 ComédieMes héros7  
18h00 DivertissementZapping  
18h10 DivertissementLe Before du grand journal  
18h45 Le JT  
19h05 Talk showLe grand journal  
20h00 Talk showLe grand journal, la suite  
20h25 DivertissementLe petit journal  
20h55 SociétéLes insoumises777  
22h40 Court métrage dramatiqueAvant que de tout perdre  
23h10 ComédieTélé Gauchos77

M

07h40 Série d'animationDocteur La Peluche  
08h05 Série d'animationJake et les pirates du pays imaginaire  
08h30 Série d'animationLanfeust Quest  
09h00 Météo  
09h05 Magazine de télé-achatM6 boutique  
10h00 Météo  
10h05 JeuLes reines du shopping  
11h00 Série humoristiqueDrop Dead Diva777  
11h45 Série humoristiqueDrop Dead Diva777  
12h40 Météo  
12h45 Le 12.45  
13h05 Série humoristiqueScènes de ménages  
13h40 Météo  
13h45 Téléfilm sentimentalLe bodyguard de l'amour  
15h40 Série policièreBody of Proof7  
16h25 JeuLes reines du shopping  
17h30 JeuUn diner presque parfait  
18h45 Magazine d'information100 % mag  
19h40 Météo  
19h45 Le 19.45  
20h05 Série humoristiqueScènes de ménages  
20h50 =Maison à vendreInédit  
22h40 Magazine de sociétéMaison à vendre

## La sélection

20h50

## Esprits criminels



## Résumé

Plusieurs corps ont été retrouvés à Philadelphie. L'équipe reconnaît aussitôt le modus operandi du «Replicator». Les agents se rendent aussitôt sur place, espérant ne pas être distancés par le dangereux criminel. En cherchant des indices, Garcia découvre un point commun entre toutes les victimes : elles étaient infirmières. Rossi se souvient alors que, quinze ans plus tôt, Gideon avait traqué un tueur d'infirmières qui sévissait non loin, à Pittsburgh. L'homme avait fini par être identifié et appréhendé...

2

20h45

## Fais pas ci, fais pas ça

## Résumé

Les Lepic sont inquiets : les résultats scolaires de Soline sont en chute libre. Le couple cherche à comprendre la situation. Il pense que son professeur particulier de mathématiques ne soit pas étranger à la situation. Fabienne et Renaud tentent alors de trouver une solution. De son côté, Denis reçoit une proposition d'Eve de Colbert. Celle-ci souhaite le réembaucher. Mais Denis a des doutes importants sur la sincérité de cette femme tyrannique. Quant à Valérie, elle se retrouve à remplacer au pied levé un journaliste sportif lors d'un match de football. La mission s'avère complexe car elle ne connaît rien à ce sport...



3

20h45

## Le grand tour

## Résumé

La reine Victoria en Grande-Bretagne et l'impératrice Catherine II de Russie ont pour point commun d'avoir eu pour ambition de faire de leur pays le plus grand d'Europe. Patrick de Carolis part sur les traces de Victoria à travers les lieux symboliques de la famille royale britannique, du palais de Kensington à la résidence d'Osborne, sur l'île de Wight, en passant par l'abbaye de Westminster ou encore les parcs royaux. Le journaliste rencontre le chef Hélène Darroze, qui partage son temps entre Paris et Londres. Puis il revient sur le destin de Catherine II, qui a laissé un héritage colossal dans la ville de Saint-Petersbourg. C'est l'occasion pour le chef d'orchestre Valery Gergiev de faire découvrir le grand Théâtre Mariinsky.



CANAL+

20h55

## Les insoumises

## Résumé

Au nom de la tradition, des milliers de femmes sont chaque jour cachées, échangées, mutilées, dominées, privées de leurs droits ou violentées. Certaines ont décidé de se rebeller et d'agir pour renverser cette tendance tragique. En Inde, Ranjana Kumari se bat contre l'élimination des filles, tandis qu'au Mali, Kadidia Sidibé lutte contre l'excision. Siriporn Skrobaneek et Khun Nee se sont mobilisées contre l'esclavage sexuel thaïlandais. En Turquie, ce sont les crimes d'honneur que Nebahat Akkoç a pris pour cibles et en France, l'association «L'Escalier» s'attaque aux violences conjugales. Elles racontent leur combat.



M

20h50

## Maison à vendre

## Résumé

## Au sommaire :

Jean

Jean Marais, 72 ans, partage son temps de retraité entre son appartement de Magny-les-Hameaux, dans les Yvelines, et une maison achetée en Loire-Atlantique. Mais depuis le décès de sa femme, Jean souhaite vendre son appartement pour s'installer définitivement dans la maison. Après un an et une dizaine de visites, Jean n'a obtenu aucune offre.

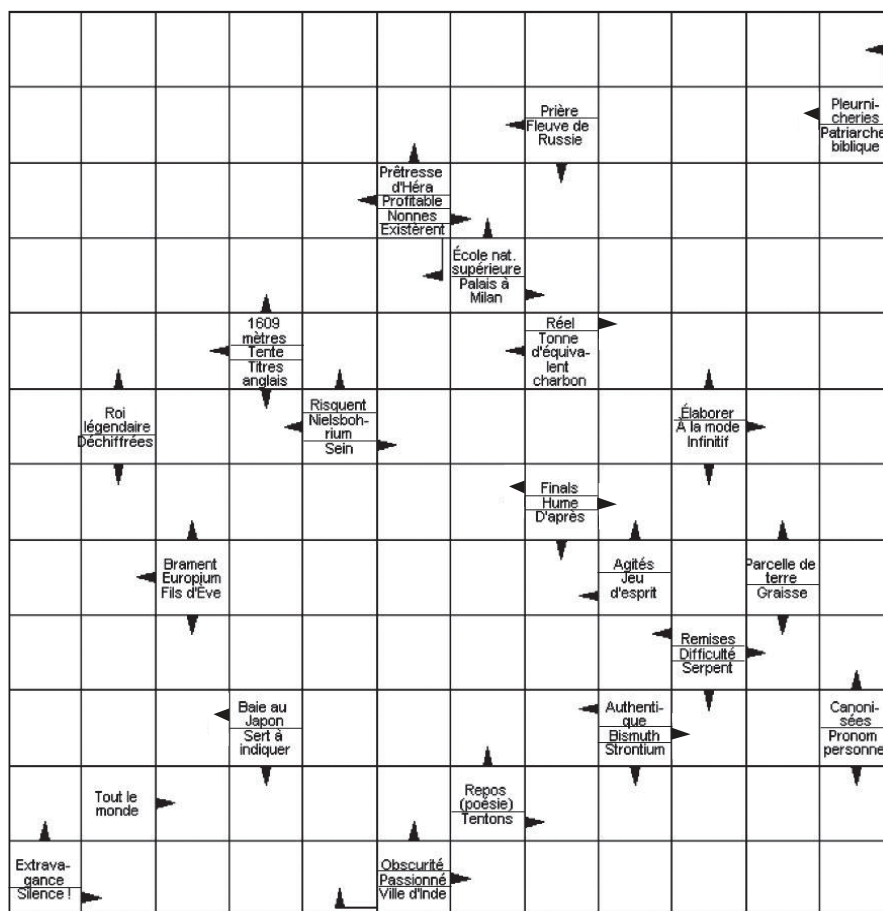
## Pierre et Suzanne

Pierre et Suzanne, 35 ans, habitent aux Ulis, dans l'Essonne, avec leurs deux enfants. Depuis six ans, ils sont propriétaires d'un appartement comprenant trois chambres. Mais un troisième enfant va bientôt naître, et la famille souhaite vendre pour s'installer dans un logement plus grand. Après huit mois et cinq visites, le couple n'a reçu aucune proposition.





## Mots fléchés n°431



## Proverbes

Plutôt rompre que de se plier.

Proverbe algérien

Il ne s'élèvera jamais de poutre à partir d'un buisson

Proverbe berbère

Une petite maison en ruine vaut mieux qu'un palais en commun.

proverbe arabe

La véritable amitié se voit dans le malheur

Proverbe français

## C'est arrivé un 20 Novembre

1815 : second traité de Paris. Fin définitive du Premier Empire.

1845 : bataille de la Vuelta de Obligado.

1917 : proclamation de la République populaire ukrainienne.

1936 : exécution de José Antonio Primo de Rivera.

1942 : arrestation du Général Weyand.

1945 : ouverture du Procès de Nuremberg.

1947 : mariage d'Élisabeth d'Angleterre et de Philip Mountbatten.

1959 : proclamation de la Déclaration des droits de l'enfant.

1989 : adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant.

1991 : proclamation de Norodom Sihanouk comme chef de l'État cambodgien.

## Célébrations :

- Journée internationale des droits de l'enfant.

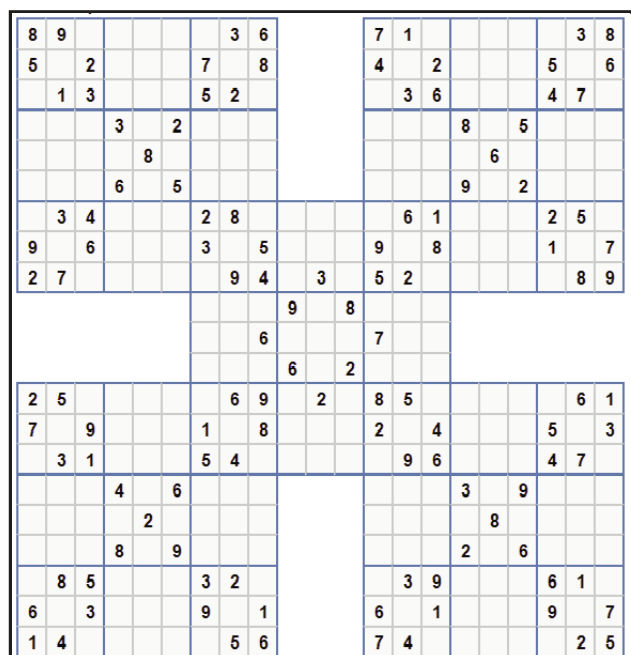
- Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

- **Argentine** : Día de la Soberanía Nacional (Journée de la souveraineté nationale), commémore la bataille de la Vuelta de Obligado.- **Belgique** : Saint-Verhaegen, jour de fête pour les étudiants de l'Université libre de Bruxelles et de la Vrije Universiteit Brussel- **Brésil** : Dia da Consciência Negra (Journée de la conscience noire), marque la prise de conscience de l'importance de la communauté noire du Brésil.- **Mexique** : Día de la Revolución (Fête de la Révolution), commémore le début de la Révolution mexicaine de Francisco Madero en 1910.- **Royaume-Uni** : Her Majesty's Wedding Anniversary (Journée du mariage de la Reine Elizabeth II).- **Viet Nam** : Journée des professeurs

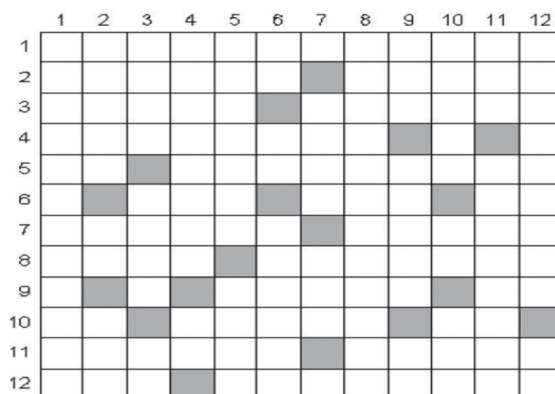
## Samouraï-sudoku n°431

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



## Mots croisés n°431



## horizontal :

1. Commune du Var
2. Em anations - Touche
3. Ville de Turquie - Saoule
4. Crabe
5. C'est-à-dire - Se dit d'un atome de carbone lié à trois atomes de carbone
6. Union d'enseignement et de recherche - Cousin et gendre du prophète Mahomet - Américium
7. Pénétrées profondément d'une idée - Lanière
8. Mère d'Ismaël - Groupe dont la loi de composition est commutative
9. FI. de l'Afrique équatoriale - Astatér
10. Traditions - Echarpe - Premier
11. Fumier - Riche
12. Personne désignée par une élection

- Computer

## vertical :

1. Conversation
2. Perdu - Magnésium - Argile rouge oujaune
3. Admis - Envers - Du verbe savoir
4. Administrateur - Curie
5. Chacun des deux canaux qui conduisent l'urine du rein à la vessie - Meneur
6. Einsteinium - Argon - Désert
7. Prit acte de - Réunion où l'on danse
8. Ranimèrent
9. Compère - Coulis d'ail pilé avec de l'huile d'olive - Or
10. Homme politique italien - Conjonction - Union pour la Nouvelle République
11. Dévêue - Exaspérante
12. Opération par laquelle on étête un arbre

- Infinitif

## QUALIFICATION AU MONDIAL-2014 DE VOLLEY-BALL

## Le «six» algérien s'envole pour le tournoi de Radès (Tunis)

La sélection algérienne de volley-ball (seniors messieurs) s'est envolée, lundi, à destination de Tunis afin de prendre part à l'avant-dernier tour des qualifications africaines pour le Mondial-2014 en Pologne, a-t-on appris auprès du président de la fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Okba Gougam.

Pour pouvoir prendre part au dernier tour (Groupe A), prévu au Cameroun, le «Six» algérien devra composer son billet lors du tournoi de Radès (Tunis), du 20 au 22 novembre, regroupant les sélections tunisienne, marocaine et algérienne.

Deux équipes seront qualifiées au dernier tour décisif.

Le président de la FAVB, Okba Gougam, a déclaré à l'APS que «les joueurs sont prêts pour décrocher la qualification au dernier tour de qualification». «J'ai rendu visite à l'équipe avant le départ pour Tunis, dimanche, les joueurs sont concentrés et conscients de leur mission, a-t-il indiqué, ajoutant «j'espère que les joueurs seront capables de passer au dernier tour de qualification».

Concernant le tournoi de Radès, Gougam a estimé que la place qualificative au dernier tour des qualifications au Mondial se jouera entre l'Algérie et le



Maroc vu que la Tunisie est directement qualifiée. Les Algériens croiseront le fer avec les Marocains lors de la deuxième journée de compétition prévue le 21 novembre dans la salle omnisport de Radès à partir de 18h00, selon le programme du tournoi.

Pour leur deuxième sortie, les Algériens affronteront les Tunisiens en clôture du tournoi (22 novembre) à partir de 18h00 à Radès. En cas de qualification, l'Algérie évoluera dans le groupe A aux côtés du Cameroun, du Nigeria, du Tchad, du Rwanda ou le Kenya. La poule B sera composée de l'Egypte, du Botswana, du Cap-Vert, du et de la

Zambie ou du Zimbabwe. Alors que la Tunisie qualifiée d'office pour le dernier tour, en raison de son classement mondial, figurera dans la poule C, composée également du Sénégal, de la RD Congo, des Seychelles et du Niger. A l'issue du tournoi final prévu en janvier et février 2014, le premier de chaque poule est qualifié au Mondial 2014 (3-21 septembre), le continent africain étant représenté par trois pays seulement.

## Programme du tournoi de Radès:

20 novembre: Tunisie - Maroc (18h00)  
21 novembre: Algérie - Maroc (18h00)  
22 novembre: Tunisie - Algérie (18h00)

## LOS ANGELES LAKERS (NBA)

## Kobe Bryant reprend les entraînements

L'arrière des Los Angeles Lakers, Kobe Bryant, éloigné des parquets NBA depuis le mois d'avril en raison d'une blessure à un tendon d'Achille, a repris l'entraînement dimanche, a annoncé USA Today. «Il se déplace bien. Il est de retour à son ancien niveau», a commenté son coéquipier Steve Blake, le meneur des Lakers.

«C'était sa première sortie. Mais il avait l'air vraiment bon, et je suis très heureux de le voir», a, de son côté, déclaré Pau Gasol, l'intérieur espagnol du club californien.

Le retour de Kobe Bryant (35 ans), estimé pour la fin de l'année, pourrait, du coup, s'effectuer plus tôt. Vendredi, sur NBA TV, il avait déclaré que si les play-offs avaient lieu en ce moment, il pourrait jouer.

Le porte-parole des Lakers John Black, a confié que la prochaine session d'entraînement du joueur aurait lieu mardi. Los Angeles pointe, pour l'instant, à la 12e place de la conférence Ouest avec seulement quatre victoires en onze matches.



## SÉTIF

## Les établissements de jeunes mènent campagne contre la violence dans les stades

Une campagne de prévention contre la violence dans les enceintes sportives est menée actuellement à travers les structures d'écoute et de dialogue de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de la wilaya de Sétif, a-t-on constaté mardi.

Selon le directeur de cet office, Adel Tedjar, cette action, initiée à dessein à la veille du match barrage Algérie-Burkina Faso, vise à «mettre en garde les jeunes contre ce phénomène étranger à la société algérienne (à) par des activités ciblées à travers le réseau de wilaya des établissements de jeunes».

Des psychologues et des sociologues de l'ODEJ encadrent cette sensibilisation dont la finalité est de faire de «triompher l'esprit sportif et la tolérance parmi les supporters, tout en tentant de vulgariser l'idée que les rencontres de football restent un spectacle sportif où il faut un vainqueur et un vaincu», a ajouté M. Tedjar, estimant que la lutte contre la violence dans les stades est «d'affaire de tous». L'initiative a eu un bon écho auprès des jeunes, notamment dans les communes de Bir El Arch, d'Ain Azal et d'Ain Oulmène, selon la même source qui a souligné que cette campagne, appelée à se poursuivre jusqu'à la fin de l'année en cours, inclut l'organisation de journées d'étude et de rencontres-débats sur le sujet ainsi que la distribution de dépliants.

APS

## NATATION

SELON LE MJS

«La bourse de Oussama Sahnoune et celle des autres athlètes sera renouvelée»



Le ministère de la Jeunesse et des Sports a indiqué lundi que la bourse du nageur algérien Oussama Sahnoune, actuellement au Cercle de Talence (Bordeaux), et celle des autres athlètes, sera renouvelée.

«Le renouvellement de la bourse d'Oussama Sahnoune qui s'entraîne au Centre de Talence à Bordeaux sera renouvelée. Son dossier a été traité par le Comité technique sportif sur la base du dossier transmis par la fédération algérienne de natation (FAN)», a déclaré à l'APS la même source. «Il devrait y avoir aucune perturbation dans l'octroi de la bourse d'Oussama Sahnoune qui doit se concentrer uniquement sur sa préparation en vue des prochaines échéances internationales», a-t-on ajouté. Le ministère de la Jeunesse et des Sports a procédé au renouvellement des bourses des athlètes en préparation selon le programme transmis par les fédérations respectives, entre autres, l'aviron, le cyclisme et les échecs. L'entraîneur d'Oussama Sahnoune avait indiqué lundi dans une déclaration à l'APS, que son athlète va rentrer provisoirement en Algérie si sa bourse d'athlète pour la nouvelle année 2014 n'est pas renouvelée par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

«Cette bourse permet à Oussama de se nourrir et de se loger, c'est-à-dire vivre convenablement sa vie sportive et privée, sans être perturbé. Sans elle, il sera obligé de retourner provisoirement en Algérie, jusqu'à son renouvellement», a déclaré Driss Arslane.

«Nous sommes en contact permanent avec la fédération et le ministère pour activer le processus de renouvellement de la bourse. Il faut la débloquent le plus tôt possible pour mettre l'athlète à l'aise. Il réalise actuellement de très bonnes performances et ce n'est pas le moment de le perturber», a-t-il ajouté.

## Solution Samurai-sudoku N°430

2	3	6	8	7	1	9	4	5
1	7	8	5	9	4	2	6	3
5	9	4	2	3	6	7	1	8
4	2	3	1	5	9	6	8	7
8	5	1	7	6	2	4	3	9
7	6	9	3	4	8	1	5	2
9	1	5	4	2	3	8	7	6
3	8	2	6	1	7	5	9	4
6	4	7	9	8	5	3	2	1
1	3	9	7	5	2	4	8	6
6	4	7	8	1	9	5	3	2
2	5	8	3	6	4	7	1	9
3	5	4	1	7	8	9	6	2
8	6	7	2	5	9	4	1	3
2	1	9	4	3	6	7	8	5
6	7	1	9	2	3	8	5	4
9	3	8	5	1	4	2	7	6
5	4	2	6	8	7	3	9	1
1	8	3	7	4	5	6	2	9
7	9	5	3	6	2	1	4	8
4	2	6	8	9	1	5	3	7

## Solution Mots Croisés N°430

POSTILLONNER  
■ NOIRE ■ SUITE  
P ■ SAINT ■ Q ■ D  
RE ■ RETORQUER  
ETIEZ ■ Q ■ UELE  
METS ■ HUMERUS  
E ■ E ■ AIEUL ■ ES  
DE ■ P ■ BENQI ■ E  
ILLICO ■ DURER  
TEES ■ URAEUS ■  
EVASE ■ ■ ■ NAO  
RENEGATES ■ US

## Solution Mots Fléchés N°430

GUERREETPAIX  
REVEURS ■ UNS ■  
ALES ■ STABIES  
TENIR ■ ERES ■ O  
T ■ EDEA ■ OR ■ AT  
EMMERDEMENTS  
PIES ■ RUE ■ AH ■  
ADN ■ MONSTRES  
PITA ■ IE ■ URNE  
I ■ SCOTCH ■ AIR  
ER ■ ES ■ TOLIER  
R ■ ISERE ■ ISNA



## CHAMPIONNAT NATIONAL DE TIR AUX PLATEAUX La 1<sup>re</sup> étape du 20 au 23 novembre à Tipasa

La première étape du championnat national de tir aux plateaux aura lieu du 20 au 23 novembre au stand de tir de Tipasa, indique mardi la Fédération algérienne de tir sportif (Fats).

Cette manifestation sportive verra la participation de 120 tireurs représentant les ligues des wilaya de Tipasa, Djelfa, Oran, Tiaret, M'sila, Oum El-Bouaghi et Boumerdes, dans les disciplines, Skeet, Trap et double Trap.



L'organisation de cette édition du championnat national entre dans le cadre de la concrétisation de plan d'action 2013 entrepris par la Fats en collaboration avec la ligue de tir sportif de la wilaya d'Alger.

### Programme de la compétition:

-Double Trap : 21 novembre  
-Skeet: 21/22/23 novembre (75 plateaux)  
-Trap: 21/22/23 novembre (75 plateaux)

## VOLLEY-BALL

### Le Qatar ambitionne d'accueillir la coupe du Monde 2018

Le Qatar, qui va organiser le Mondial-2022 de football, ambitionne d'accueillir aussi la coupe du Monde de volley-ball en 2018, a annoncé le président de la fédération de cette discipline, Khaled Ali Al-Mawlawi. «L'une des compétitions que la fédération veut organiser est la coupe du Monde de volley-ball en 2018. Nous croyons que nous avons l'expérience requise pour soutenir le dossier de notre candidature», a déclaré M. Al-Mawlawi, lors d'une conférence de presse, lundi à Doha. Le Qatar est connu pour être fort d'une expérience dans l'organisation de grands événements sportifs. Il a ainsi accueilli en 1995 la coupe du Monde de football des moins de 20 ans et en 2006 les 15es jeux Asiatiques. Le Qatar organise aussi depuis 1994 un Grand Prix MotoGP et depuis 1990 un tournoi de tennis ATP, sans oublier le Masters féminin de tennis à Doha. En 2011, il a organisé la coupe d'Asie des nations de football et les jeux Panarabes, et en 2015, il sera le pays hôte du championnat du Monde des nations de handball.

## HANDBALL (CAN-2014)

### 4 regroupements de préparation prévus pour la sélection marocaine masculine

La sélection marocaine masculine de handball qui prendra part à la 21<sup>e</sup> édition de la coupe d'Afrique des nations (CAN-2014) prévue du 15 au 26 janvier prochain en Algérie sera regroupée quatre fois avant le début de la compétition, indiquent lundi des sources sportives locales. Le premier rassemblement qui se déroulera au Maroc concernera 18 joueurs locaux avant de poursuivre le programme de préparation tracé pour ce rendez-vous sportif par des regroupements, incluant les professionnels, en Bulgarie puis en France et enfin en Tunisie, ajoute-on. Dans une déclaration à la presse, l'entraîneur Noureddine Bouhaddiou a indiqué que le groupe du Maroc était composé de sélections qui «ne nous devaient pas tellement et qu'on peut concurrencer» pour passer au second tour mais en se classant, au moins, deuxième dans ce groupe afin d'espérer une qualification à la coupe du Monde qui se déroulera en 2015 à Qatar.

## Le sprinteur américain Darvis Patton tire sa révérence

Le sprinteur Darvis Patton, un des éléments clés du relais 4x100 m américain des dernières années, a annoncé lundi sa retraite après 13 années au plus haut niveau. «Je suis



habitué à sprinter, alors je vais faire court. Après 13 ans sur les pistes, je raccroche les pointes. Il est temps de s'arrêter», écrit le double champion du monde du relais 4x100 m (2003 à Paris, 2007 à Osaka) sur son site internet. Patton, qui aura 36 ans le 4 décembre prochain, était remplaçant de l'équipe américaine lors des JO d'Athènes en 2004 (2<sup>e</sup>) et encore lors des JO de Londres l'an dernier, où le relais américain avait également pris la 2<sup>e</sup> place. «Je ne peux pas dire que ma dernière saison sur le circuit se soit déroulée comme je le voulais, mais je suis fier de mon aventure. Ma carrière m'a donné l'opportunité de voir le monde, de rencontrer des gens cools tout en faisant ce que j'aimais», écrit celui que l'on surnommait 'Doc' Patton.

«Merci d'avoir eu foi en moi. Merci pour le soutien et les encouragements. Merci de m'avoir poussé vers mon rêve. Je suis reconnaissant pour tout ça - le sport, les fans, l'expérience. Je serai toujours un athlète. Je serai toujours un membre de Team USA, et ne serai jamais trop loin de la piste. Vous pouvez me croire», remercie le natif de Dallas.

## Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**WILAYA DE M'SILA**  
**DIRECTION DE LOGEMENTS**  
**ET DES EQUIPEMENTS PUBLICS**

## MISE EN DEMEURE

Suite à la mise en demeure parue sur le quotidien (*Djaridati*) en date du **27.04.2013** l'entreprise Belouadeh Abdelaziz, domiciliée à Bou-Saâda titulaire du marché n° **124/2012**, approuvé en date du **13.08.2012** relatif à la réalisation d'une salle de sport au Technicum Colonel Baarir Larbi à Aïn El Meleh est mise en demeure de reprendre les travaux sérieusement de renforcer le chantier en moyens humains et matériels dans un délai de **(08) huit jours** à compter de la date de parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux, faute de quoi, des mesures nécessaires prévues par la réglementation en vigueur seront prises à l'égard de l'entreprise.

DK NEWS

Anep : 550 861 du 20/11/2013

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'ALGER  
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BARAKI  
COMMUNE DE BARAKI  
NIF N° 0984 1614 51350 34  
No : 126 /B.M/ 2013

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

Le président de l'APC de Baraki lance un avis d'appel d'offre national restreint pour :

**Travaux de Maintenance Des Réseaux d'éclairage Publics à Travers le territoire De la commune de Baraki**

Seules les entreprises qualifiées dans le domaine, peuvent soumissionner et retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés de la commune de Baraki contre la somme de **500,00DA** (auprès la trésorerie communale). Les dossiers de soumission comprendront une offre technique et une offre financière. Toute les pièces demandées doivent être valides et légalisées (pour plus de détail voir cahier des charges).

#### 1- L'offre technique comprendra :

- La déclaration à souscrire et la déclaration de probité.
- Cahier des clauses administratives générales (Instructions aux soumissionnaires), paraphé, daté et signé portant cachet de l'entreprise et la griffe du signataire.
- Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé, daté et signé portant cachet de l'entreprise et la griffe du signataire.
- Cahier des prescriptions techniques, ainsi que l'ensemble des documents cités dans le cahier des charges.

#### 2- L'offre financière comprendra :

- ✓ La lettre de soumission.
- ✓ Le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- ✓ Le détail quantitatif - estimatif de l'offre dûment signé par le soumissionnaire.

L'offre doit être présentée sous double pli sous forme de pli technique et financier séparé à l'intérieur de la même offre. Le pli extérieur doit être cacheté, fermé, anonyme et ne portant que : l'expression suivante :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT**  
**Travaux de Maintenance Des Réseaux d'éclairage Publics à Travers le territoire De la commune de Baraki**  
**-COMMUNE DE BARAKI-**  
**« À ne pas ouvrir »**

Le présent avis est rédigé en langue Arabe et langue Française, publié dans deux quotidiens nationaux et au BOMOP. Les offres devront être déposées au niveau du bureau des marchés de l'APC de Baraki le dernier jour de la date de préparation de l'offre avant 12.00 h. L'ouverture des plis aura lieu ce même jour à 13.30h au siège de l'APC de Baraki en séance publique. Si la date de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, elle est reportée au jour ouvrable suivant. La durée de préparation de l'offre est de 10 jours à partir de la 1<sup>ère</sup> publication de cet avis.

DK NEWS

Anep : 550 761 du 20/11/2013

# L'Algérie se qualifie pour la Coupe du monde 2014

La sélection algérienne de football s'est qualifiée pour la Coupe du monde de football 2014, grâce à sa victoire contre le Burkina Faso 1-0, mi-temps (0-0) en barrages retour disputé hier au stade Mustapha-Tchaker de Blida. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Bougherra à la 49<sup>e</sup> mn pour l'Algérie. Au match aller disputé à Ouagadougou, le Burkina Faso s'était imposé sur le score de 3 à 2.

## 300 stadiers pour encadrer et orienter les supporters dans les gradins

La direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a procédé à la formation de 300 stadiers relevant de l'organisation nationale des associations de sauvegarde de la jeunesse pour assurer l'encadrement et l'orientation des supporters dans les gradins lors du match Algérie-Burkina Faso, mardi soir au stade Mustapha Tchaker (Blida) pour le compte des éliminatoires de la Coupe du monde 2014.

Lancée par la DGSN avec la coordination de l'organisation nationale des associations de sauvegarde de la jeu-

nesse, cette initiative est considérée première du genre, a indiqué le commissaire de police, Hakim Bellaouar, de la cellule communication et presse de la direction.

Il a précisé à ce propos, que cette opération vise à «concrétiser progressivement l'idée du directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel consistant à associer tous les acteurs du mouvement sportif à la formation de stadiers à l'avenir pour assurer l'encadrement et la sensibilisation des supporters dans les gradins.

GHANA 1-2 EGYPT

## Le Ghana décroche sa qualification au Mondial

La sélection ghanéenne de football a décroché sa qualification à la phase finale de la Coupe du monde de football-2014 au Brésil, malgré sa défaite face à l'Egypte (1-2), mi-temps: (0-1), en match barrage retour disputé hier au Caire.

Les buts égyptiens ont été inscrits par Zaki (25') et Jedou (83'), alors que Boateng (89') a réduit le score côté ghanéen.

Lors du match aller, disputé le 12 octobre à Accra, les Ghanéens avaient battu

les Egyptiens (6-1).

Grâce à cette victoire les «Black Stars» participeront pour la 3<sup>e</sup> fois à la phase finale de la Coupe du monde, après les éditions 2006 et 2010 où ils ont été éliminés en quart de finale face à l'Uruguay.

Le Ghana est le quatrième pays africain à se qualifier au Mondial-2014 du Brésil après la qualification, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun.

Le dernier pays africain

qualifié à la phase finale de la Coupe du monde est l'Algérie suite à sa courte victoire (1-0) sur le Burkina Faso (aller: 2-3), disputé hier à Blida.

APS

### Anniversaire

C'est aujourd'hui le 20 novembre 2013 que Bachouchi Adam soufflera sa 2<sup>e</sup> bougie. En cet heureux événement, son papa Lakhdar, sa maman N., son frère Athmane et sa sœur Merwa lui souhaitent un joyeux anniversaire et une longue vie.

A 100 ans Inchallah de la part de tes cousins Guendouz Abdelhak et Siradj-Eddine de Chéraga





# FALCAO

## Chelsea prêt à inclure Torres pour l'arracher

Le tabloïd *Daily Express* annonce qu'à l'issue de cette rencontre des contacts ont été engagés avec les conseillers de l'attaquant monégasque. D'après leurs informations, Chelsea serait en mesure de proposer une offre de 52M€ cet hiver pour tenter de convaincre la direction du club du Rocher. Si cela ne suffisait pas, les Londoniens pourraient même ajouter Fernando Torres dans la transaction. Bien qu'il paraît difficile d'imaginer l'AS Monaco laisser filer son buteur star, l'offre des Blues mériterait d'être prise en compte.

OFFRE  
DE 52M€  
PRÉVUE

### MANQUE D'AMBIANCE À LOUIS II

D'après les informations du média britannique, Radamel Falcao serait quelque peu irrité par le manque d'ambiance du stade Louis II... Alors, le Colombien finira-t-il par fouler les pelouses de Premier League ? À l'heure actuelle, cette possibilité paraît improbable, bien que le principal intéressé a récemment évoqué la présence du Portugais dans les tribunes belges, en espérant lui avoir offert un bon visage... « José Mourinho est venu au stade pour voir un bon football joué par deux bonnes équipes. Je ne sais pas s'il a été impressionné par ce qu'il a vu, mais j'espère que je lui ai fait une bonne impression. »

### Mandzukic vers la Juventus cet hiver ?



Toujours à la recherche d'un nouvel attaquant, la Juventus de Turin aurait coché le nom du buteur du Bayern Munich en vue du prochain mercato. Alors que l'arrivée de Robert Lewandowski vers le club bavarois en janvier se confirme de jour en jour, la Juve souhaiterait profiter de cette situation afin de proposer un nouveau défi à Mario Mandzukic. Et Pep Guardiola, qui s'est pourtant beaucoup appuyé sur le buteur croate, ne serait pas contre cette idée...



### Pato dans le viseur d'Arsenal

La presse anglaise a révélé hier via le *Daily Express*, que la formation d'Arsenal chercherait à recruter l'attaquant du Corinthians, Alexandre Pato lors du prochain mercato. L'avant-centre du Timão ciblé par plusieurs formations comme Tottenham ou encore l'Inter de Milan, pourrait donc quitter la formation pauliste dans les prochaines semaines. Le club londonien cherche un renfort offensif pouvant épauler Giroud aurait tenté la piste uruguayenne menant à Suarez mais Liverpool ne veut pas le laisser partir.



### Le PSG à nouveau dans la course pour Mata ?

Comme cela avait été évoqué de l'autre côté de la Manche et rappelé par le 10 sport, le PSG penserait toujours à Juan Mata. Le *London Evening Standard* l'indique à nouveau dans ses colonnes en précisant qu'une offre d'environ 48 millions d'euros permettrait au PSG d'accueillir la star espagnole.



### Bandowski prolonge



Agé de dix-neuf ans, Jannik Bandowski, le latéral (ou milieu de terrain) gauche du Borussia Dortmund, a rempli. Le contrat de l'international allemand U20 court désormais jusqu'en juin 2017.





Edité par la SARL  
**DK NEWS**

Directeur général  
**Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction  
**Abdelmadjid TAREB**

**RÉDACTION ADMINISTRATION**  
3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger Tél. : 021 94 66 62 (63) - Fax : 021 94 66 82  
Email : contact@dknews-dz.com - Site : http://www.dknews-dz.com

**PUBLICITE :** S'adresser à 03, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger Tél. : 021 94 66 62 (63) /  
Fax : 021 94 66 82 / Email : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION :** S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - **ANEP spa** -  
1, Avenue Pasteur - Alger - Tél : 021.71.16.64/021.73.71.28 - Fax : 021.73.95.59/021.73.99.19

Mercredi 20 Novembre 2013 - 16 Mouharram 1435 - N° 432 - Deuxième année

**20 13**

**WE RUN**

**ALGIERS**

**VOUS ÉTIEZ PLUS DE 3500 PERSONNES  
À RELEVER LE DÉFI !  
CE JOUR RESTERA GRAVÉ DANS NOS MÉMOIRES,  
LES RUELLES D'ALGER S'EN RAPPELLERONT.  
MERCI À VOUS TOUS POUR CE MOMENT INOUBLIABLE !**

**PMG.DZ**

**Das Auto. SOVAC**

**mobilis**

*Put it on the Line*

**WE RUN**

*Put it on the Line*